



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de la Commission permanente  
de l'aménagement du territoire**

**Le mardi 2 mai 2006 — Vol. 39 N° 3**

Étude des crédits du ministère de l'Éducation,  
du Loisir et du Sport (4): volet Loisir et sport

**Président de l'Assemblée nationale:  
M. Michel Bissonnet**

---

**QUÉBEC**

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats des commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission en particulier:	
Commission de l'administration publique	75,00 \$
Commission des affaires sociales	75,00 \$
Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	25,00 \$
Commission de l'aménagement du territoire	100,00 \$
Commission de l'Assemblée nationale	5,00 \$
Commission de la culture	25,00 \$
Commission de l'économie et du travail	100,00 \$
Commission de l'éducation	75,00 \$
Commission des finances publiques	75,00 \$
Commission des institutions	100,00 \$
Commission des transports et de l'environnement	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	15,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85  
Québec, Qc  
G1A 1A3

Téléphone: (418) 643-2754  
Télécopieur: (418) 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires sur Internet à l'adresse suivante:  
[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

## Commission permanente de l'aménagement du territoire

Le mardi 2 mai 2006 — Vol. 39 N° 3

### Table des matières

Loisir et sport	1
Remarques préliminaires	1
M. Jean-Marc Fournier	1
M. Richard Legendre	3
Discussion générale	4
Niveau des crédits alloués au volet Loisir et sport	4
Financement des unités régionales de loisir et de sport en fonction des besoins démographiques	7
Augmentation de la contribution exigée des participants aux Jeux du Québec	8
Financement des unités régionales de loisir et de sport en fonction des besoins démographiques (suite)	9
Intentions concernant le renouvellement du programme Québec en forme	10
Calendrier de mise en oeuvre du programme des infrastructures de sport	10
Plan d'action visant à lutter contre la sédentarité	13
Intentions concernant le renouvellement du programme Québec en forme (suite)	14
Orientations et fonctionnement du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	14
Financement de l'organisation de la fête nationale	16
Intentions concernant le financement de la fête nationale à l'occasion du 400 <sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec	16
Difficultés d'application de l'ajout de minutes d'éducation physique dans certaines écoles	17
Financement récurrent pour Secondaire en spectacle	17
Difficultés d'application de l'ajout de minutes d'éducation physique dans certaines écoles (suite)	18
Adoption des crédits	18
Adoption de l'ensemble des crédits	18
Documents déposés	18

### Autres intervenants

M. François Ouimet, président

M. Yvan Bordeleau  
Mme France Hamel

**Note de l'éditeur:** Les crédits du volet Éducation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ont été étudiés à Commission de l'éducation les 25, 26 et 27 avril 2006.

Le mardi 2 mai 2006 — Vol. 39 N° 3

**Étude des crédits du ministère de l'Éducation,  
du Loisir et du Sport (4): volet Loisir et sport***(Neuf heures quarante-six minutes)*

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, à l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte. Je demanderais à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs téléphones cellulaires.

La commission est réunie afin d'entreprendre l'étude des crédits budgétaires relevant du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour l'année financière 2006-2007. Une enveloppe totale de deux heures a été allouée pour l'étude du programme 6, intitulé Développement du loisir et du sport.

Alors, M. le secrétaire, avons-nous des remplacements?

**Le Secrétaire:** Oui, M. le Président. M. Girard (Gouin) est remplacé par M. Lemay (Sainte-Marie—Saint-Jacques).

**Loisir et sport**

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, hier et la semaine passée, nous avons convenu, à cette commission parlementaire, d'y aller par blocs de 20 minutes, discussions d'ordre général par thème. Alors, si ça convient aux parlementaires des deux côtés, c'est ce que je vous propose, tout en se réservant quelques minutes vers la fin pour pouvoir adopter les crédits. Ça vous convient?

Une voix: ...

**Remarques préliminaires**

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, commençons dès maintenant avec les remarques préliminaires. Donc, M. le ministre, bon matin à vous, et à vous la parole.

**M. Jean-Marc Fournier**

**M. Fournier:** Merci, M. le Président. Alors, mes salutations aux collègues de cette commission et aussi aux gens de mon cabinet ainsi que les gens du Secrétariat au loisir et au sport du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, qui sont avec nous et qui font, comme à chaque année, un excellent travail. Et parfois on leur en demande beaucoup, mais ils sont toujours au rendez-vous pour faire ce qu'ils ont à faire. Donc, je suis très heureux de les avoir avec nous, aujourd'hui, pour les saluer particulièrement.

Et merci de me permettre de faire des remarques préliminaires. La semaine dernière, nous avons passé les crédits de l'Éducation; il ne reste que le Loisir et le Sport du ministère. Mais je croyais opportun, puisque d'abord, depuis 2003, il s'est passé pas mal de choses, mais aussi que, cette année, il se passe pas mal de choses, j'ai cru bon qu'on puisse faire quelques remarques

préliminaires qui nous permettent d'envisager le contexte pour que peut-être les échanges que nous aurons risquent de référer à ce contexte, j'imagine.

Depuis maintenant un an, M. le Président, la mission du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport s'est enrichie d'un volet important, soit le loisir et le sport. C'est ce volet que nous abordons aujourd'hui, dans le cadre de l'étude annuelle des crédits du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

En matière de développement du loisir et du sport, le ministère investira 42,5 millions de dollars en promotion du loisir et de l'action bénévole et 24,7 millions pour la promotion du sport et de la sécurité ainsi que pour la recherche. Voilà une contribution importante pour promouvoir un mode de vie sain, actif et sécuritaire et amener davantage de personnes à pratiquer des activités de loisirs et de sport de façon régulière. Nos actions de cette année s'inscriront dans la foulée de ce que nous faisons déjà depuis 2003.

D'abord, en 2003, nous avons lancé le financement du programme Équipe Québec, en soutien aux athlètes et entraîneurs. Le gouvernement s'est également engagé, en 2004, dans un programme de promotion des saines habitudes de vie. Dans la foulée d'une étude scientifique de Kino-Québec, nous sensibilisons nos concitoyens à passer du salon au perron et du perron à l'action. Après avoir soutenu la pointe de la pyramide en 2003 avec Équipe Québec, il était de mise d'étendre la base de celle-ci dès 2004.

Dans la même foulée, l'année 2005 a donné le coup d'envoi à la première Journée nationale du sport et de l'activité physique. L'événement a remporté un vif succès dès sa première édition. Plus de 800 activités se sont déroulées partout au Québec, avec la collaboration de plus de 500 partenaires. Le message était simple: inviter les Québécois à redécouvrir le plaisir de bouger et les endroits près de chez eux pour ce faire.

Vous savez qu'il y a des gens, chez nous, pour qui le sport est une passion, un mode de vie. Je pense aux milliers de bénévoles qui travaillent dans le domaine, à nos jeunes espoirs et à leurs parents, aux entraîneurs et aux athlètes de haut niveau que nous avons eu l'occasion d'applaudir récemment, à l'occasion des jeux de Turin et il y a quelques jours, ici même, dans cette salle, le salon rouge, M. le Président.

● (9 h 50) ●

Plusieurs conditions doivent être réunies pour que nos athlètes d'élite puissent figurer parmi les meilleurs au monde. L'une de ces conditions est qu'ils puissent bénéficier des infrastructures nécessaires à un entraînement de haut niveau. À cet égard, nous avons annoncé, cette année, que nos athlètes de niveau international en nage synchronisée, natation, water-polo et plongeon pourront désormais, grâce à la création du Centre d'entraînement des sports aquatiques du Québec, bénéficier de conditions d'entraînement parmi les meilleures au monde. La réalisation de ce projet a été rendue

possible grâce à un investissement de 2,9 millions de dollars du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère des Affaires municipales et des Régions et de la Régie des installations olympiques. Cette annonce s'ajoute à d'autres dans les années précédentes: on n'a qu'à penser à la rampe d'eau ici, à Québec, ou encore au fonctionnement du Centre Myriam-Bébard.

Pour ce qui est du centre aquatique, M. le Président, nous n'avons pas eu de contribution fédérale. Pour ce qui est de la rampe d'eau, après avoir investi 1 million, le gouvernement fédéral s'est avancé pour 200 000 \$. Pour ce qui est du fonctionnement du biathlon, alors qu'il était à la charge de l'armée canadienne précédemment, nous contribuons chacun maintenant pour moitié, pour 50-50. Tout cela pour témoigner qu'il y a une diversité dans les modes de financement du fédéral, mais que, lorsqu'on parle de l'élite, il y aurait lieu de parler de l'apport supérieur de gouvernement fédéral. Et, lorsqu'on parle du sport et de l'élite, il faut se souvenir qu'elle est une pyramide, et donc il faut aussi qu'il y ait un appui à l'égard de la base de cette pyramide qui s'étend dans l'ensemble du territoire québécois.

Il faut donc que le gouvernement fédéral partage notre enthousiasme à développer une culture sportive pour le bien de chacun de nos concitoyens, soient-ils de l'élite ou non. À cet égard, une conférence des ministres responsables du sport, de l'activité physique et des loisirs s'est tenue à Regina, au début du mois d'août 2005, et a permis aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de discuter d'un ensemble de sujets dont le dossier des infrastructures sportives et récréatives. Ce dossier a été désigné par les ministres comme le dossier prioritaire au Canada dans le domaine du sport. Les différents gouvernements se sont engagés à travailler à définir les paramètres d'un éventuel programme d'infrastructures.

J'ai déjà eu deux échanges avec le nouveau ministre fédéral, M. Chong, à ce sujet, et j'ai eu l'occasion de l'interpeller encore publiquement samedi soir dernier. La position du Québec est d'autant plus crédible que nous n'avons pas attendu pour passer à l'action. Nous mettons en place, dès cette année, le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique. Ce fonds permettra de construire et d'entretenir des installations qui favorisent la pratique d'activités physiques et sportives et de soutenir le démarchage en vue de l'organisation d'événements sportifs et la réalisation de ceux-ci. Les sommes qui y seront consacrées seront de 15 millions cette année et de 30 millions de dollars par année à compter de 2007-2008. En termes d'immobilisations, ces sommes pourront générer des investissements de 500 millions de dollars, et ce montant pourrait être encore plus important si le gouvernement fédéral s'y associe.

Ce fonds nous permettra de répondre aux besoins de la population en général, ce qui est la base de la pyramide dont on parlait, et de répondre à la pointe que constitue l'élite. Par ailleurs, nous aurons à notre disposition une planification de grands événements qui se développera de manière intégrée avec l'attribution de fonds pour les installations sportives. Et, espérons-le, avec le support de nos éducateurs physiques et animateurs de loisirs dans le monde municipal, nous favoriserons l'utilisation de ces installations et nous sensibiliserons la population à de grands événements bien avant la tenue de ceux-ci.

Vous savez, M. le Président, j'ai la plus grande admiration pour nos athlètes d'élite, pour nos jeunes sportifs qui constituent notre relève et pour tous ceux et celles qui les appuient au quotidien. Je trouve, comme plusieurs, désolant que certaines situations, certains comportements viennent ternir le fruit de leurs efforts. J'ai donc accueilli positivement l'Avis sur l'éthique en loisir et sport qui a été rendu public durant les premiers jours de mars. Je sais que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport possède une solide expertise non seulement dans le domaine de l'éthique sportive, mais aussi dans celui de la sécurité et de la protection de l'intégrité physique et de la prévention. Le ministère a d'ailleurs fortement consolidé son rôle fort dans ces domaines cette année. Ses efforts en matière de communication scientifique sont reconnus à l'échelle québécoise, canadienne et internationale.

Le ministère est également associé à la préparation de nombreux événements, je pense notamment, pour l'année en cours, à la finale des Jeux du Québec, qui s'est déroulée à Amos, l'été dernier. Plus de 3 000 jeunes y ont participé, faisant de cet événement la pierre angulaire du processus d'identification du talent sportif au Québec. Le travail remarquable de milliers de bénévoles a encore permis, cette année, à la finale de connaître un très grand succès.

Parlant toujours des athlètes de la relève, je désire souligner que le programme de parrainage de ces jeunes par des athlètes d'Équipe Québec a été maintenu cette année. Un athlète de la relève et un athlète d'Équipe Québec de la même discipline se trouvent ainsi jumelés de manière à favoriser la transmission des connaissances et des expériences. Ce programme, combiné au volet Jouez gagnant! du programme Équipe Québec, a permis à 78 000 jeunes d'être en contact avec des athlètes et entraîneurs d'Équipe Québec et ainsi de profiter de leur expérience et de leur plaisir de bouger.

Devant le succès de ces diverses interventions, le ministère a conclu une entente avec la Fédération des chambres de commerce du Québec afin que les gens d'affaires puissent eux aussi profiter des témoignages des athlètes qui, par leur courage et leur passion, sont des exemples pour nous tous au quotidien. En regard des événements spéciaux en loisir, le ministère collabore avec le Musée de la civilisation à la préparation d'une exposition sur le loisir qui sera inaugurée en mars 2008. Il participe en outre étroitement à la planification de deux événements majeurs devant aussi se tenir en 2008, soit le Congrès mondial des loisirs 2008 et le Congrès international des camps de vacances.

Le ministère, M. le Président, agit non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle régionale. À ce chapitre, je voudrais mentionner que j'ai invité les unités régionales de loisir et de sport et les conférences régionales des élus à signer une entente de partenariat qui précisera les responsabilités inhérentes à la réalisation de leur mission sur le territoire qu'elles partagent. Cette entente dynamisera les forces des secteurs communautaires, municipal et de l'éducation pour faire en sorte que la population ait accès à des activités et à des installations de loisirs et de sport de qualité et en nombre suffisant.

M. le Président, c'est sur cette présentation de l'action gouvernementale dans le domaine du loisir et du

sport que se terminent mes interventions préliminaires aujourd'hui. Chacun est à même de constater l'ampleur de la tâche qui nous attend au cour de la prochaine année. Je peux vous assurer que nous abordons ce défi avec confiance pour l'essor du loisir et du sport. En fait, lorsqu'on regarde le chemin parcouru de 2003 à aujourd'hui, lorsque l'on voit les possibilités que nous offre notre programme d'infrastructures sportives, lorsque l'on se rappelle qu'enfin, cette année, nous aurons un temps indicatif de deux heures d'éducation physique au primaire par semaine, je crois sincèrement que l'on peut dire que nous avons lancé le mouvement pour le développement d'une culture sportive. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, merci à vous, M. le ministre, pour vos remarques préliminaires. J'invite maintenant notre collègue le député de Blainville à nous livrer lui aussi ses remarques préliminaires. M. le député.

### M. Richard Legendre

**M. Legendre:** Oui, merci, M. le Président. Alors, à mon tour de vous saluer, de saluer les membres de la commission qui sont avec nous ce matin, évidemment M. le ministre et ses collègues, nos amis, je dirais même mes amis du loisir et du sport qu'il me fait plaisir de retrouver, M. le Président. Effectivement, je commencerais mes remarques préliminaires en vous disant que c'est avec beaucoup, beaucoup de plaisir que je me retrouve ici, aujourd'hui, et de retrouver le dossier du loisir et du sport combiné à celui de la famille, d'ailleurs, je pense, que c'est une heureuse association. Je vous dirais même que je suis même content de retrouver le ministre, M. le Président. Vous savez jusqu'à quel point le sport est rassembleur, alors ça me fait plaisir de me retrouver devant lui aujourd'hui pour justement avoir quelques questions surtout sur l'avenir concernant le loisir et le sport.

Et parlant d'avenir, M. le Président, juste quelques remarques avant de rentrer dans le vif du sujet pour rappeler à tout le monde, à ceux et celles qui nous écoutent, toute l'importance du loisir et du sport pour la qualité de vie d'un peuple, et je dirais même — j'ai parlé de la famille tout à l'heure — pour la qualité de vie familiale. C'est assez remarquable comme on retrouve l'ensemble des familles du Québec quand on assiste à toutes sortes d'activités de loisirs et de sport. Si on veut voir les gens du quartier, là, partout où on habite au Québec, bien il suffit d'aller à la période d'inscription soit au printemps ou à l'automne pour les différentes activités de loisirs et de sport, et on est à peu près assuré de retrouver l'ensemble de la communauté québécoise.

• (10 heures) •

Alors, oui, c'est extrêmement important, et je dirais important, loisir et sport, à des fins de santé et d'éducation. Le loisir et le sport, c'est la santé, c'est l'éducation. Et il faut le reconnaître, en Santé en particulier, M. le Président, malheureusement, nous investissons bien peu en matière de prévention. Or, il n'y a pas meilleure prévention que toute la dimension de l'activité physique, d'être actif, donc le loisir et le sport. Je pense qu'on dit que 1 \$ investi en prévention permet d'en sauver sept en curatif. Or, au Québec, présentement, je pense qu'on n'investit même pas 3 % du budget

du ministère de la Santé et des Services sociaux en matière de prévention.

L'autre élément extrêmement important, c'est l'élément de l'éducation. Le loisir et le sport, c'est aussi de l'éducation. C'est une école de vie, et je dirais même que c'est une manière, c'est une forme de garantie de réussite scolaire. On le remarque de plus en plus, plus les jeunes sont actifs, même des jeunes qui souvent le sont énormément, qui atteignent un niveau d'excellence, je pense aux sports-études, par exemple, bien, dans les sports-études, là, il y a une corrélation, hein? Les jeunes qui performent sur la scène nationale et internationale, bien, savez-vous quoi, ils performent aussi au niveau des notes académiques. Et souvent, d'ailleurs, c'est un excellent élément de motivation, parce qu'il y a des exigences: les sports-études demandent que les notes soient bonnes. Alors, c'est vraiment une garantie de réussite scolaire.

Et je vous dirais aussi que le loisir et le sport, bien c'est plus nécessaire que jamais, parce que nous avons un problème grandissant de sédentarité. La vie moderne malheureusement conduit de plus en plus nos jeunes à être plutôt assis qu'en mouvement. Évidemment, ils sont souvent devant des écrans. Les écrans se sont multipliés devant eux, que ce soit l'écran de télévision, de jeu électronique ou d'ordinateur, ce qui fait que maintenant, quand on leur dit d'aller jouer dehors, ils nous regardent avec un drôle de regard. Alors donc, loisir et sport extrêmement importants pour l'avenir de notre société.

Malheureusement, les gouvernements, de façon générale, n'investissent pas assez dans le loisir et le sport. Et je prends la peine de dire «des gouvernements»; je n'ai pas dit juste le gouvernement actuel, «les gouvernements», de façon générale. Écoutez, M. le ministre nous l'a dit, là, c'est 67 millions qui est investi présentement dans le loisir et le sport. Il faut que les gens réalisent à la maison, là, qui nous écoutent, là, que, quand on dit Loisir et Sport, là, c'est deux petits mots, mais qui incluent énormément, énormément d'abord d'organismes, de responsabilités, de programmes de toutes sortes et également de personnes. Quand on parle du Loisir et du Sport, au Québec, là, on touche des millions de personnes. Alors, 67 millions, alors que, quand on additionne l'Éducation et la Santé, bien l'Éducation et la Santé ensemble, là, c'est 35 milliards, imaginez, et en Loisir et en Sport on investit 67 millions pour une multitude de responsabilités. Et c'est pour ça qu'il faut quand même rester modeste et se rendre compte que, oui, on peut toujours améliorer les choses, mais, à mon humble avis, il faut faire beaucoup plus.

Et, oui, et je reconnais — M. le ministre a conclu de cette manière ses remarques préliminaires; je reconnais — d'abord et avant tout que, dans certains éléments, le ministre actuel s'est inscrit dans un esprit de continuité de son prédécesseur. Je pense en particulier à Équipe Québec, hein? Équipe Québec, M. le ministre, quand il est arrivé en poste, à tout de suite compris que c'était un fichu de bel investissement, et il l'a continué. La lutte contre la sédentarité dont je vous parlais tout à l'heure et dont le ministre nous a parlé aussi, moi, je me souviens, quand j'ai eu le plaisir d'assumer ses fonctions pendant deux ans, et que je suis arrivé en poste, et qu'il y a eu une injection de 10 millions additionnels au fameux budget dont je vous parlais tout à l'heure, bien

justement un des objectifs, c'était de lutter contre la sédentarité. Mais, pour lutter contre la sédentarité, ça prend malheureusement plus que quelques millions. Mais je reconnais qu'il y a un certain nombre de choses qui se sont continuées, avec un bel esprit de continuité.

Mais mes questions, aujourd'hui, M. le Président, vont être orientées vers l'avenir plutôt que nos passés respectifs pour pouvoir aller plus loin, là, finalement, pour pouvoir aller plus loin pour faire plus pour le loisir et le sport, et je dirais même pour faire beaucoup plus, M. le Président.

Ce qui m'amène peut-être... Est-ce qu'on peut enchaîner tout de suite dans le premier bloc de questions, M. le Président? C'est ce que je comprends de votre regard.

**Le Président (M. Ouimet):** Oui. Je vais d'abord vous remercier pour vos remarques préliminaires. Puis, par la suite...

**M. Legendre:** Ah, bien c'est très gentil de votre part.

### Discussion générale

**Le Président (M. Ouimet):** ...puis, par la suite, je vous cède la parole à nouveau pour le premier thème.

#### Niveau des crédits alloués au volet Loisir et sport

**M. Legendre:** Oui. Bien, première question, M. le ministre, et malgré, bon, le climat de bonne entente que nous avons mutuellement installé, je vais être obligé de commencer, M. le Président, par une déception quand même. Parce que, quand on regarde les crédits — puis c'est ça qu'on fait aujourd'hui; quand on regarde les crédits — du Loisir et du Sport, je le mentionnais tout à l'heure, M. le ministre l'a dit là, en fait, au niveau du Loisir, c'est 42,5 millions, au niveau du Sport, c'est 24,7 millions, donc, pour un total de 67,2. Bien, essentiellement, c'est le même montant, M. le Président, que l'année dernière, vraiment très, très près; les crédits, quand on regarde le livre des crédits, l'année dernière, c'était 67, légèrement au-dessus de 67 millions, là c'est 67,2; je pense qu'il y a une différence de 144 000 \$, là, c'est des poussières de plus.

Or, le budget du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, puisque le Loisir et le Sport se retrouvent maintenant au ministère de l'Éducation, Loisir et Sport... Soit dit en passant, M. le Président, il faut reconnaître qu'ils ont été très, très patients au fil des ans, parce que ça a été un petit peu le secrétaire itinérant, là, il s'est promené à plusieurs ministères: ça a été au ministère des Affaires municipales, ça a été à la Santé, ça a été une unité autonome de service, et maintenant, ça se retrouve à l'Éducation. Alors, je vous l'ai dit d'entrée de jeu, le loisir et le sport, c'est l'éducation, c'est la santé, donc il peut y avoir évidemment un bien-fondé à ce qu'il se retrouve à l'Éducation. Ce n'est pas de ça dont je vais vous parler ce matin.

Mais il n'en demeure pas moins que là on regarde le budget 2006-2007 des crédits en éducation, et il y a une augmentation de 5,4 %. Or, le Loisir et le

Sport n'a aucune augmentation ou des poussières, comme je disais tout à l'heure. Alors, ma question au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, c'est: Est-ce qu'il y a un statut particulier pour le Loisir et le Sport? C'est-à-dire statut particulier de ne pas avoir d'augmentation, de ne pas pouvoir bénéficier du même genre d'augmentation de l'ordre de 5 % que le ministère a eu?

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, M. le ministre, cette première question.

**M. Fournier:** Il y a tant à dire, M. le Président, et c'est avec beaucoup de plaisir que j'accueille la question de notre collègue. Je vais essayer de couvrir autant la réponse que quelques remarques préliminaires qu'il a faites, si vous me le permettez, durant ce bloc de 20 minutes, pour vous instruire sur comment, moi, je vois la chose et partager mon enthousiasme auprès du député de Blainville qui, de toute évidence, ne veut pas trop s'arrêter sur ce que nous avons accompli comme marche depuis 2003, mais regarder en avant. Moi, je n'ai pas de problème de regarder en avant, mais encore faut-il avoir les deux pieds ancrés dans la réalité et avoir fait ses preuves en termes de financement, parce qu'il parle d'argent.

Je tiens à rappeler au député de Blainville, ce sera ma dernière occasion, je pense que le sport permet le fair-play. Lorsque nous avons trouvé le financement pour Équipe Québec dans les crédits 2003-2004, cette annonce avait été faite, je l'ai signalé au député de Blainville privément et publiquement, et je le répète aujourd'hui: C'était une bonne idée. Ce qui manquait, c'étaient des sous, il n'y avait pas de sous pour ça, il n'y avait aucun crédit adopté. Il a fallu se battre pour aller en chercher, et c'est ce gouvernement qui l'a fait. Donc, il y a une continuité dans l'esprit, mais il y a une initiation dans l'argent.

Et on peut avoir beaucoup d'idées, et nous en aurons sans doute beaucoup pour l'avenir tantôt, mais encore faut-il trouver les ressources. Et je suis particulièrement fier que nous ayons entamé notre marche vers le développement d'une culture sportive en 2003 en trouvant le financement pour ça. Donc, on pourra, à l'avenir, très bien comprendre que nous avons lancé et non pas continué le financement d'Équipe Québec.

Je reviendrai sur les autres dimensions, je voudrais répondre à la question bien précise du député de Blainville. Il dit d'abord: Le Loisir et le Sport a de l'air à être négligé quand on regarde le 5,4 % d'augmentation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Merci d'avoir remarqué que les crédits de l'Éducation, du Loisir et du Sport ont augmenté de 660 millions; le 5,4 %, c'est ça. Vous avez parlé tantôt, M. le député de Blainville, du lien entre le sport, le loisir et l'éducation; encore faut-il qu'il y ait des ressources à l'Éducation, et j'y reviendrai.

● (10 h 10) ●

Mais, oui, il y a beaucoup de développement, et le député de Vachon, de la même appartenance politique que le député de Blainville, a dû, j'imagine, lui rappeler combien les crédits que nous avons analysés la semaine dernière sont fascinants. Cette année, il y a 660 millions de crédits de plus dans ce ministère en une année, alors que le même ministère, pendant les neuf ans du régime

du Parti québécois, pendant neuf ans a augmenté ses crédits de 600 millions. En une année, nous faisons plus qu'en neuf ans. Et, si vous voulez une autre image, eh bien, l'opposition, qui levait la barre très haut pour nous voir un peu pris au dépourvu aux crédits, donc deux jours avant, disait: Ce qu'on attend du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, c'est 640 millions. D'ailleurs, il n'avait pas tenu compte du Loisir et du Sport, soit dit en passant. Il avait mis zéro pour le Loisir et le Sport. Il avait compté 640 millions; on lui a donné 660 millions. Donc, à savoir qui priorise quoi, je commence par noter que l'opposition n'avait demandé aucune somme d'argent pour le Sport et le Loisir.

Maintenant, le député de Blainville nous dit que nous ne mettons pas d'argent supplémentaire dans le Loisir et le Sport. Il dit: Il y a 5,4 % pour l'Éducation et, pour le Loisir et le Sport, il n'y a rien. 100 000 \$, ça ne vaut pas la peine d'en parler. Comment fait-il pour oublier ce que, d'une part, j'ai dit ce matin dans mes remarques préliminaires, mais, bien plus important, ce que le ministre des Finances a dit dans son budget? Parce que là, ce dont on va se parler ce matin, c'est une chose.

Ça fait un, deux, trois... C'est ma troisième défense de crédits, quatrième? Quatrième défense de crédits que je fais, M. le Président, quatrième. À chaque occasion où il a été question de loisir et de sport, il y avait une question qui revenait, lancinante à juste titre — puis pas depuis quatre ans, ça fait 30 ans que la question revient: la question des infrastructures. Et je m'étonne que le député de Blainville, dans son esprit de fair-play reconnu et que je partage avec lui, n'ait pas souligné ça. On va en parler beaucoup, de ça. On va en parler.

Eh bien, cette année, c'est 15 millions de ressources disponibles que ça amène et, l'année prochaine, 30 millions. Alors, les gens autour de cette table vont se dire: Si nous avons des crédits d'autour de 67 millions et si ajoutons des ressources de 15 millions, ça fait une augmentation de 22,5 %. La marche ne s'arrête pas là. L'année prochaine, c'est 30 millions de plus. C'est donc 45 % d'augmentation des crédits du Sport et du Loisir par rapport au 5 % de l'Éducation. On ne le répétera pas trop parce que, là, à l'Éducation, ils vont dire: Comment ça se fait que le Loisir et le Sport va avoir 22,5 % puis 45 % d'augmentation puis, nous, juste 5 %? C'est 660 millions, là. On ne peut pas non plus dépenser plus que les fonds publics sont disponibles.

Le fait est que, pour répondre à votre question, M. le député de Blainville, je suis enthousiaste, heureux. Et vous partagez mon bonheur, mais vous ne pouvez pas le dire à cause de votre position. Je peux un peu le comprendre, mais quand même, réjouissez-vous avec nous. Ça fait 30 ans qu'on souhaite que nos citoyens aient des infrastructures sportives pour l'élite, mais aussi pour la base dans tout le Québec. Et je vais vous dire: Grâce à l'appui et à l'entêtement de l'ensemble du caucus ministériel, enfin, 30 ans après les Jeux olympiques, il y a un héritage olympique qui arrive par ces infrastructures.

On peut discuter, on peut ajouter des occasions de parole une fois après l'autre pour dire combien il y a un lien entre le sport, l'activité physique, le loisir et la santé; encore faut-il passer à l'action. C'est fait. On peut dire qu'il y a un lien entre l'éducation et le loisir et le sport; encore faut-il passer à l'action. À compter de cette

année, il va y avoir deux heures d'éducation physique à l'école par semaine, à l'école primaire.

J'étais... Je me souviens d'avoir occupé les fonctions de l'opposition et je me souviens d'une occasion où d'une séance de commission sur la santé où il y avait le député de Maskinongé à l'époque, qui était un professeur d'éducation physique, là, de formation. Et nous discutons alors sur l'importance d'améliorer le temps d'enseignement de l'éducation physique. Mais ce n'est pas facile parce que ça coûte de l'argent, ça prend des ressources. Il faut investir des sommes d'argent. Bien, dans le 5,4 % d'augmentation à l'Éducation, il y a des sommes d'argent pour les professeurs d'éducation physique. Tout ça pour dire ceci: Nous avons des ressources financières accrues, et en bonne quantité. Et donc je réponds avec bonheur au collègue de Blainville que, là où il ne voit pas d'augmentation, il y a, cette année, 22,5 % d'augmentation et, l'année prochaine, 45 %.

Maintenant que ces données s'ajoutent à sa colonne des crédits parce que ce sont des ressources disponibles aux fins de faire des infrastructures sportives, donc évidemment qui amènent nos concitoyens à bouger et à améliorer ainsi leur qualité de vie, je lui dis avec amitié qu'il y a en fait cette précision. Je m'attends à ce qu'il vote avec nous sur les crédits.

**Le Président (M. Ouimet):** Ça me fait penser à... Toute la question du fair-play, c'est comme une poignée de main avant le match ou après le match. Mais durant le match, la rondelle, une fois qu'elle est déposée, c'est plutôt robuste. Alors, M. le député de Blainville.

**M. Legendre:** Merci, M. le Président. Je reconnais le sportif en vous, là. Écoutez, est-ce que le budget d'infrastructures, là, dont — et on va en parler un peu plus tard, n'ayez crainte, M. le ministre; est-ce que le budget d'infrastructures, là, dont — le ministre nous parle va faire en sorte que tout le restant du développement du sport va être au statu quo, va être plafonné pour je ne sais trop combien d'années? Parce que, là, évidemment, quand j'additionne les pourcentages dont vous parlez, vous n'aurez pas besoin d'augmenter d'aucune façon, vous allez nous dire que, là, ça a augmenté, le Loisir et le Sport, au Québec, a augmenté de... je ne le sais plus, vous étiez rendu à 45 %, là, imaginez, alors que... Je regarde, moi, je les ai regardés de façon pointue, les crédits, là: diminution de crédits dans le loisir socioéducatif de 120 000 \$; loisir du plein-air, réduction également; les URLS, j'ai vu une réduction de 50 000 \$; les organismes provinciaux multisports, il y a une réduction de 60 000 \$; l'élite sportive dans l'unisport, une réduction; puis c'est les mêmes crédits, donc un recul, au niveau des dossiers majeurs comme le loisir pour personnes handicapées, Conseil québécois du loisir, les centres communautaires.

Alors, c'est entendu, oui, je suis le premier à reconnaître qu'il y avait et il y a des besoins énormes en infrastructures, puis, oui, je reconnais que c'est un bon premier pas, ce qui a été fait, mais de là à dire que ça fait en sorte que l'ensemble de l'univers du loisir et du sport, au Québec, a augmenté en termes de pourcentage, je pense que ce n'est pas juste parce que, quand on parle du 67 millions, là, M. le Président, ça, là, c'est

l'ensemble des organismes, des nombreux organismes. Dans le loisir, là, quand on dit le loisir, là, il y a le loisir culturel, il y a le loisir scientifique, il y a le loisir de plein air, il y a le socioéducatif, il y a le récréotouristique. Quand on parle du sport, je pourrais vous nommer 50 fédérations sportives qui sont toutes aussi importantes les unes que les autres: il y a le sport étudiant, il y a le sport municipal, il y a évidemment nos unités régionales de loisir et de sport, qui sont au même montant depuis des années et des années.

Alors, moi, là, ce que je trouve curieux, c'est qu'au ministère de l'Éducation, qui a un budget de 12 point quelques milliards... Il me semble que Loisir et le Sport se retrouvant à l'Éducation, on pouvait se dire: Bien là, peut-être qu'on est avec un des deux plus gros ministères du gouvernement du Québec. Il y a une augmentation, oui. Le ministre est content qu'on l'ait remarqué. Je vais vous dire, on ne pouvait pas ne pas la remarquer, parce qu'il en a parlé plus souvent qu'autrement. Alors, ce n'est pas... Ça va de soi, là, qu'on le remarque. Mais ce que je remarque, là, c'est qu'il y a 5,4 % pour le ministère de l'Éducation, puis c'est comme s'il y avait un casier à part, Loisir et Sport, que, lui, on lui a fait un traitement à part. Lui, il est à peu près à 0 % au niveau, là, des éléments fondamentaux, là, des éléments de base, là. On parle des organismes, on parle des individus aussi, on parle de tous les programmes à la fois d'initiation, de développement et de recherche de l'excellence, là. Quand on dit 67 millions en Loisir et en Sport, là, M. le Président, il n'y a pas une autre cagnotte à quelque part, là, pour l'ensemble du milieu du loisir et du sport, qui attend pour aider ces gens-là; tout est là. Et ça, ça n'a pas augmenté.

Alors, c'est pour ça que je me dis: Écoutez, s'il y avait eu un certain ajustement, ça n'aurait pas coûté une fortune, et je n'aurais pas pu poser cette première question, M. le ministre. Et comment ça se fait qu'on n'est pas capable, dans un budget comme celui du ministère de l'Éducation, où il y a une augmentation de 5,4 %, on n'est pas capable d'aller chercher le même genre d'augmentation pour la mission de base de tout ce qu'on a en Loisir et Sport?

**Le Président (M. Ouimet):** M. le ministre.

**M. Fournier:** Merci, M. le Président. On peut poser toutes les questions, là, je n'ai pas de problème avec ça, encore faut-il que ça se tienne un petit peu. Alors, on peut bien... Je comprends le député de Blainville. Il dit: Je ne pourrais pas poser ces questions-là si ce n'était pas cette réalité qui est devant moi. Malheureusement, la réalité qui est devant lui n'est pas celle qu'il pense voir dans les documents.

Alors, on va commencer par le premier point. Et merci de me permettre et de nous permettre, pendant ces deux heures, de reparler de cet important programme d'infrastructures sportives. D'ailleurs, je ne doute pas que le député de Blainville, qui était avec nous encore la semaine dernière, avec les athlètes, a encore quelques contacts dans le milieu, et je ne doute pas... Parce qu'on peut faire du théâtre, là, je veux bien, mais je ne doute pas qu'il sait combien c'est important, cette annonce-là, je ne doute pas qu'il sait que ça veut dire quelque chose. Je présume, j'imagine que, lorsqu'il a occupé ma fonction, il

a peut-être même dû y penser, il s'est peut-être dit: Oui, il serait peut-être temps qu'on revoie ça. Tout le monde en parlait. Je ne peux pas croire qu'il est passé dans le ministère sans se rendre compte qu'il fallait faire ça.

● (10 h 20) ●

Tu sais, on ne peut pas, aujourd'hui, là... Puis de la part du député de Blainville, pour qui j'ai beaucoup de respect, je ne peux pas croire qu'on va se résumer à se dire qu'il y a des reculs dans les budgets. Quand il n'y a aucun recul, c'est là où il y a des montants moindres, c'est que les projets sont terminés. On ne paiera pas le congrès mondial qui se tient une fois 44 fois. Tu sais, je veux dire que je ne dépenserai pas mon argent pour des affaires qui ne tiennent plus. Il y a des projets qui sont terminés, donc on ne met pas les sommes là, c'est bien évident.

Bon. Alors ça, c'est une chose, mais, ça, c'est quand on veut faire une petite lecture des chiffres. Mais, on le sait ensemble, là, on n'a besoin de s'obstiner de façon partisane là-dessus, on le sait ensemble que, cette année, là, il y a 15 millions qui rentrent dans les coffres aux fins d'infrastructures sportives. On sait que, l'an prochain, c'est 30 millions, et que ça fait, comme ressources disponibles, une augmentation de, 15 sur 67, de 22,5 %, et 30 sur 67, de 45 %. Je veux bien qu'il ne l'avait pas prévu dans sa question initiale, mais je lui ai répondu. Il la repose encore, je suis obligé lui redire.

Ces ressources-là vont nous permettre quoi? On a un budget de 67 millions, hein, qui est bien plus élevé que celui qu'il était lorsque je suis arrivé parce qu'on a dû impliquer, lancer là-dedans, là, des fonds pour Équipe Québec, ce qui n'existait pas en 2002-2003. Bon. Alors, on a déjà fait des augmentations importantes, mais on n'arrête pas là. Ça va nous permettre, M. député de Blainville — puis parlons sur ce sujet-là si vous le voulez bien; ça va nous permettre — de mettre notre population en mouvement. Tantôt, vous parliez des écrans, vous parliez des jeunes puis de la sédentarité, puis il faut s'adresser à ça. C'est pour ça qu'on a fait une campagne des saines habitudes de vies dans la foulée de Kino-Québec qui disait: Il faut sensibiliser mais créer des actions, créer des opportunités. On a fait la Journée nationale du sport et de l'activité physique. On n'en a pas entendu parler de la part du député de Blainville, mais je sais qu'il saluait cette activité-là. D'ailleurs, il y a quatre provinces qui nous ont copiés depuis ce temps-là. On continue de jouer notre rôle de leader, c'est important de le dire.

On a travaillé avec le Comité olympique canadien, là, durant la fin de semaine. Ça fait déjà un bout de temps qu'ils reconnaissent combien le Québec est un leader au Canada pour ce qu'on fait. Et là on vient de lancer une initiative extraordinaire qui nous permet non seulement de répondre à une question... Ça fait 30 ans, le député de Blainville est au courant, il est au courant, il y a... En même temps qu'on se plaint de la sédentarité, il y a des jeunes, notamment au soccer... On a demandé à la Fédération québécoise de soccer de nous dire c'était quoi, les besoins? C'est 600 terrains de soccer qui sont le besoin. Et je n'aborderai pas la question des terrains de tennis, peut-être que le député de Blainville va nous en parler. Mais je suis bien persuadé que, dans un bon nombre de sports, puis je le sais parce que les demandes sont multiples, il faut bouger là-dessus, il faut donner

des opportunités d'action qui répondent aux jeunes d'aujourd'hui.

Alors, je dis au député de Blainville: Ça me fait plaisir d'avoir un champ où... mais il va falloir qu'on regarde le portrait au complet, il va falloir qu'on ne banalise pas le développement le plus important qui se produit depuis 30 ans. C'est de ça dont il est question ici. Nous avons des demandes. Il y a des députés autour de la table, ici. Ils sont tous, dans leurs circonscriptions, bien conscients des besoins qu'il y a en termes d'équipements sportifs et récréatifs, très, très conscients. Je ne l'invente pas, là, c'est pleine page dans les journaux, et, pendant 30 ans, ça a été mis de côté. Et, aujourd'hui, on va faire deux heures de crédits — puis le député de Blainville que, je redis encore, je reconnais pour son fair-play, nous partageons cette valeur ensemble — je ne peux pas croire qu'on ne se dira pas au moins sur le côté comme ça: Bien, bravo, pour le fonds d'infrastructures. Je ne peux pas croire qu'on ne dira pas au minimum ça. Là, on fait de l'aveuglement volontaire pour dire que ce 15 millions n'existe pas pour pouvoir tenir la ligne que le ministère du Sport et du Loisir est gelé. Aïe! Wow! il n'est pas gelé, il vient d'exploser de 22 %. L'année prochaine, il va exploser de 40 % par rapport à l'année passée.

Mais, un instant, là, un instant, le monde, il se demande: C'est quoi, les ressources disponibles du gouvernement pour cette fonction-là de Sport et de Loisir? Ils regardent les crédits puis ils regardent les autres mesures. Si j'écoutais le député de Blainville, je dirais au ministre des Finances: Sais-tu, vu que ton fonds, ce n'était pas dans mes crédits, ça ne m'intéresse pas. Nous autres, c'est rien que les crédits qu'on regarde. Alors, je laisserais sur la table 500 millions de terrains de soccer, de piscines, de centres d'entraînement. Je laisserais ça?

Quand on a annoncé le centre aquatique au Stade olympique, sans un fonds d'infrastructures, en essayant à gauche puis à droite, en prenant des crédits d'autres ministères, soit dit en passant, juste pour que vous le sachiez parce qu'il y avait d'autres ministères impliqués là-dedans pour faire ça, c'était une formidable annonce pour l'avenir, pour nos modèles. J'étais avec Alexandre Despatie en fin de semaine, on en discutait, puis il a très hâte de pouvoir aller s'entraîner là. Bien oui, parce qu'ils vont être plusieurs sports aquatiques ensemble; il y a une motivation, une synergie commune qui se développe de tout ça. Ça, on l'a fait sans le fonds d'infrastructures, mais il ne faut pas arrêter là.

Quand on a fait la rampe d'eau à l'été de 2003, quand nous avons annoncé la rampe d'eau, on savait que cela allait aider nos jeunes. On est bien contents, puis c'est un dossier qu'on suit toujours, alors on a pu en faire un petit peu. Ce n'était pas évident avec les moyens qu'on avait; souvent, c'était en sollicitant les autres. Il y a notamment les Affaires municipales, où j'ai fait un court passage, puis des fois on sollicite l'Éducation aussi. Puis là on a sollicité le ministère des Finances et tout le gouvernement.

Donc, je conclus en me disant, de la part du député de Blainville... on veut parler d'avenir? On vient, cette année, de lui donner un encrage, à cet avenir; on vient, cette année, de se donner les moyens pour pouvoir développer une culture sportive. J'en suis très heureux, et j'espère que ça va faire un consensus autour

de la table. On ne peut pas se fermer les yeux sur 500 millions d'infrastructures sportives. En tout cas, moi, je les vois, puis je pense que je ne suis pas tout seul au Québec.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, merci, M. le ministre. On amorce maintenant un deuxième bloc. M. le député de Blainville.

**M. Legendre:** Merci, M. le Président. M. le Président, le ministre demande qu'on regarde le portrait au complet. C'est exactement ce que je plaide dans cette première question: c'est que l'on ne parle pas pendant deux heures uniquement du nouveau programme d'infrastructures et que l'on regarde le portrait au complet. Le portrait au complet du loisir et du sport au sein du gouvernement du Québec, c'est le budget de 67 millions qui est resté exactement le même et qui donc, quand c'est le statu quo d'année en année, bien évidemment qu'il y a un certain recul. Et là, bien, compte tenu que le ministre, lorsque je lui pose une question, est assez long dans ses réponses, je vais en poser peut-être deux ou trois en même temps, en espérant que ce sera le même temps de réponse, alors il y aura une plus grande rentabilité au niveau du ratio questions et réponses.

#### **Financement des unités régionales de loisir et de sport en fonction des besoins démographiques**

Mais je vais vous donner quelques exemples. Quand on dit, par exemple, que les unités régionales de loisir et de sport... c'est quoi, ça, les unités régionales de loisir et de sport? Bien, ce sont nos organisations régionales, ce sont les partenaires principaux du ministère sur l'ensemble du territoire québécois, qui font un travail remarquable avec très, très peu de moyens dans chacune des régions du Québec. Et là quand on dit «très, très peu de moyens», là, quand on s'occupe d'une région au complet au Québec, là, avec, je ne sais pas, moi, sept, huit, neuf employés, là, pour le loisir et le sport, c'est énorme. Bon, exemple, avec ce budget, ils sont maintenus au même montant.

Et il y a une autre situation aussi sur laquelle j'aimerais que le ministre puisse nous donner des indications, c'est qu'il y a des régions au Québec qui sont en croissance démographique. Il y en a, des régions où, oui, on a un problème de démographie au Québec, mais il n'est pas égal partout. Et il y a des régions — et, moi, comme député de Blainville, j'appartiens à une de ces régions-là dans les Laurentides: tout ce qu'on appelle le «450», Lanaudière, la Montérégie, qui est plutôt familière au ministre, l'Outaouais — ces régions-là, il y a une croissance. Nous, par exemple, dans les Laurentides, on a un énorme problème d'équité interrégionale en matière de santé et de services sociaux, puis le rattrapage qui devait se faire, il ne s'est pas fait du tout.

Alors là, les URLS, dans ces régions-là, elles sont sur le même calcul depuis des années, et il n'y a pas d'ajustement possible, semble-t-il. Mais c'est ça qui va être ma question: Est-ce que le ministre prévoit des ajustements, une mécanique d'ajustement pour les URLS où la population a augmenté? Puis, comme je vous le disais tantôt, le loisir et le sport, on est au coeur de la

population. Alors, quand il y a plus de jeunes familles dans une région, bien il y a plus de programmes à offrir et il y a plus de travail à faire, on a besoin de plus de ressources. Alors ça, c'est une première question.

#### **Augmentation de la contribution exigée des participants aux Jeux du Québec**

Puis j'en mettrai une deuxième, question, M. le Président, toujours plus pointue, à l'égard du budget pour le portrait global: les Jeux du Québec. Les Jeux du Québec, là, c'est probablement la plus belle affaire qu'on a au Québec en termes de promotion de toutes les facettes du sport, parce que, oui, c'est de l'excellence, mais, en même temps, c'est un niveau d'excellence à travers tout le Québec qui est très accessible, alors c'est nos grands jeux à nous, au Québec. Et il y a un problème pointu, là, qui s'est développé au cours de la dernière année, un problème au niveau des coûts de transport, un problème... Puis coûts de transport avec l'augmentation du coût de l'essence, on peut comprendre. Ça a été vécu... Évidemment, quand les jeux ont lieu en région plus périphérique, bien le coût de transport est plus élevé, et, jusqu'à maintenant, ça coûtait 25 \$ pour les athlètes qui allaient au Jeux du Québec. L'année dernière, pour pouvoir répondre à une certaine augmentation de coûts, bien là on a été obligés de demander 40 \$ aux jeunes, la contribution gouvernementale restant la même. Parce que, oui, il y a une contribution du Loisir et du Sport à l'organisation des jeux pour assumer une partie de ces coûts-là.

• (10 h 30) •

Mais là il y a un scénario présentement, sur le terrain, M. le Président, parce qu'il y aura des jeux à Sept-Îles, en 2007... Et tant mieux, tant mieux que les jeux se promènent à travers tout le Québec, puis les jeux vont également avoir lieu dans la région de Lanaudière, à Repentigny, dans L'Assomption, la même année. Mais Sept-Îles, ça va coûter plus cher, et là il y a de l'information qui circule à l'effet qu'on serait sur le point de demander à ce que les jeunes déboursent 120 \$. Ils sont passés de 25 à 40 l'année dernière, et là ils passeraient de 40 à 120. Là, ça commence à être pas mal moins accessible. Et ce qu'on nous dit, c'est que le montant donné par le gouvernement du Québec, il resterait le même, qui est, je pense, de 150 000 \$ par jeu. Bien, ça, ça en est un, exemple concret, que, si on est dans le statu quo, bien là, après ça, on n'est pas capable de répondre. Puis là je vous parle de montants précis qui n'ont pas l'air énormes, mais, quand on est parent puis que, là, il faut déboursier 120 \$ pour le transport pour aller aux Jeux du Québec, bien ce n'est plus du tout la même affaire que quand ça en coûtait 25 ou à la rigueur 40. Et ça, là, c'est en train un petit peu aussi de nuire à l'esprit derrière tout ça, parce qu'on veut que les gens soient contents d'aller à Sept-Îles ou à Amos, puis aller dans des régions autres qu'autour de Montréal et de Québec. Mais là, si ça vient que ça leur coûte plus cher à cause de ça, bien ce n'est pas d'avance.

Alors, je ne sais pas si le ministre a des réponses précises à ces deux questions-là.

**Le Président (M. Oulmet):** Alors, deux questions, M. le ministre: les unités régionales de loisir et de sport,

dans un premier temps; dans un deuxième temps, les coûts de transport au niveau des Jeux du Québec.

**M. Fournier:** Merci, M. le Président. Je m'excuse à l'avance de mes réponses. C'est l'enthousiasme qui me transporte à l'égard des crédits que nous avons et des ressources qui sont disponibles pour le loisir et le sport. Un enthousiasme que partage le député de Blainville mais qu'il ne peut avouer aujourd'hui, malheureusement, c'est dommage. Mais peut-être à un autre moment donné verra-t-il les possibilités qui s'offrent à nous avec cette annonce-là, sur cette augmentation de ressources disponibles de 22,5 % cette année.

Un mot d'abord sur le détour que le député de Blainville a fait en parlant de la santé et de l'inéquité interrégionale en santé. Je lui rappelle — et j'ai été critique en cette matière à une autre époque — cette inéquité date d'une certaine période que le député de Blainville a en partie, était membre du gouvernement, en partie n'était pas encore arrivé, mais il y a eu, durant les années quatre-vingt-dix, des coupes en matière de santé qui ont été épouvantables et qui ont amené ce qui s'est produit. Il y a un rattrapage qui a été commencé parce qu'il y a eu du réinvestissement qui a commencé, et donc on a pu commencer à répondre à cette inéquité. Et je le dis en toute amitié avec le député de Blainville, ça démontre justement combien nous travaillons en partenariat; c'est une approche intégrée que le gouvernement avance. Mais là-dessus, sur la santé, honnêtement, je suis très, très, très à l'aise de dire au député de Blainville: N'embarquez pas sur ce sujet. S'il y a une inéquité dans la région que vous représentez, c'est parce que le gouvernement antérieur a décidé de faire des coupes à la hauteur qu'il a fait. Et je peux vous dire que vous n'êtes pas la seule région, il y en a d'autres régions dont une que je connais bien. Il faut donc s'assurer que le gouvernement puisse réinvestir là-dedans. C'est ce qui est fait, c'est ce qui est commencé, le rattrapage est commencé, et donc, de cela, j'en suis très heureux.

Bien sûr, lorsqu'on parle de la santé dans son ensemble, on envisage souvent le curatif, c'est vrai, mais il y a des gestes qui devaient être posés à l'égard de la prévention, et toutes les mesures que nous avons apportées depuis trois ans permettent d'atteindre ces objectifs-là. Et, encore une fois, il est bien évident que d'avoir un programme d'infrastructures sportives permet de répondre à ça, ce n'est pas pour rien. Je vais commencer par la fin, si vous le voulez. Ce n'est pas pour rien si Sports-Québec, qui organise les Jeux du Québec, a fait le communiqué de presse qu'il a fait et insiste depuis bon nombre d'années... Je suis persuadé que le député de Blainville va nous avouer à nous autres, ici, on n'est pas nombreux, là, on va se le dire entre nous autres, il va nous dire que, dans le temps qu'il était ministre responsable du même sujet que moi, que Sports-Québec lui a dit: Écoute, ça nous prend des infrastructures sportives. Il va nous le dire. Je suis persuadé qu'il va nous avouer au moins ça ou bien il va me dire que, pendant ce temps-là, il n'était absolument pas question de ça, que, pendant son mandat, il n'a jamais été question d'infrastructures sportives.

Moi, je veux le savoir parce que, moi, depuis que je suis là, c'est la question du réseau, mais aussi du député de Labelle qui était le critique avant, qui

regardait nos crédits à chaque année, puis il disait: Ce qui manque... C'est bien beau, vos crédits, M. le ministre, mais ce qui manque, c'est des infrastructures sportives. Allez relever les crédits, je suis sûr qu'autant le chercheur du député de Blainville que le député de Blainville lui-même ont lu les crédits des années passées; ils se sont aperçus que le sujet, c'était les infrastructures sportives. Comprenez mon étonnement d'arriver ici, aujourd'hui, puis de faire comme si trois années précédentes n'existaient pas tout d'un coup, parce qu'il y avait un aveuglement volontaire sur 500 millions d'infrastructures sportives à travers le Québec. Comprenez mon étonnement.

Ceci étant dit, pourquoi Sports-Québec réagit comme ça? Évidemment, parce que c'est leur demande principale. On va se comprendre, là, entre une vingtaine de dollars de transport puis 500 millions d'infrastructures dans tout le Québec, ça se peut qu'ils aient dit: Sais-tu, je pense que, là, il faut faire quelque chose. Par ailleurs, le député de Blainville va sans doute se rappeler que, lorsqu'on fait les Jeux du Québec, ça prend des infrastructures sportives et que, si on a des moyens du côté des infrastructures sportives, peut-être que ça donne un peu d'air de l'autre côté sans que ce soit une réponse complète; il y a donc des marges de manoeuvre qui se dégagent avec ça. Dans une approche intégrée, c'est comme ça qu'il faut voir les choses, c'est de cette manière-là. Il faut prendre tous nos outils puis les faire travailler dans un même but pas en silo.

Alors donc, la réponse sur les Jeux du Québec, elle est de voir... de prendre un recul et de voir beaucoup plus large, de voir tous les outils qu'on a, d'écouter la réponse de Sports-Québec. Si le député de Blainville avait aujourd'hui, devant lui, un communiqué de Sports-Québec se plaignant de cela dans nos crédits, il en ferait état. Sports-Québec a fait comme communiqué qu'il était très heureux du programme d'infrastructures sportives parce qu'il le demande depuis bien avant que j'arrive. Il a dû le demander pendant les neuf ans du Parti québécois. Puis savez-vous combien il a eu? Zéro. Puis je ne veux pas faire de politique partisane parce qu'avant ces neuf ans-là, il ne l'avait pas eu non plus. Ça fait 30 ans qu'on l'attend, c'est pour dire comment c'est une nouvelle importante. Donc, elle permet de dégager des marges de manoeuvre pour les Jeux du Québec.

#### **Financement des unités régionales de loisir et de sport en fonction des besoins démographiques (suite)**

Revenons sur les URLS. C'est la même, même, même logique: une approche intégrée, des collaborations, des partenariats, la fin des silos, et évitons les mur-à-mur et les généralisations. Il y a des régions pour lesquelles les partenaires municipaux d'éducation et d'URLS travaillent ensemble de façon concertée. C'est vrai, c'est formidable. Il y a des régions où ils travaillent l'un contre l'autre; ça, ce n'est pas formidable. Ça, il faut s'assurer qu'on en ait plus pour notre argent. Ça, il faut s'assurer qu'il y a des fonds publics qui sont données... Bon. Peut-on nier aujourd'hui — je prends un peu de recul, là, puis je fais une pause — peut-on nier que le monde municipal a quelque chose à voir dans le sport et loisir? Est-ce qu'on dit: Non, non, les municipalités ne

font rien là-dedans? Tout le monde sait bien... tantôt, le député de Blainville disait: Les inscriptions, qui qui les mène, ces inscriptions-là? Qui mène le bal, hein, au niveau de l'animation locale pour que plus de jeunes et des moins jeunes bougent ou réapprennent à bouger? C'est beaucoup, beaucoup le monde municipal.

Dans une approche intégrée, qu'est-ce que le gouvernement cherche? Il cherche à ce que chacun des partenaires travaille ensemble, puis on pose des gestes concrets pour ça, souvent en sommes d'argent sonnantes et trébuchantes, disait-on à l'époque. Qu'est-ce qui s'est passé jeudi dernier, outre le fait que nous étions réunis ici, pour célébrer les athlètes de retour de Turin? Qu'est-ce qui s'est fait cette journée-là? Cette journée-là, le gouvernement du Québec a annoncé un partenariat historique avec le monde municipal, des sommes d'argent comme ils n'en ont jamais eu, qui vont leur permettre de remplir les missions qu'ils ont, dont la mission de sport et de loisir. Il faut prendre du recul, il faut voir l'ensemble de la dynamique. On a un ministère des Affaires municipales, un ministère des Finances, un ministère de l'Éducation, on a un gouvernement à la Santé qui travaille main dans la main avec le Sport et le Loisir et qui ne laissera pas des silos s'établir.

À l'égard des URLS, il est important d'établir des partenariats avec les CRE, avec le monde de l'éducation, au niveau régional. Il est important de revoir notre structure pour qu'elle puisse nous faire profiter à 100 % des sommes d'argent qui sont investies pour donner plus de services. Je suis heureux aujourd'hui d'être avec vous, M. le Président. Je trépigne de plaisir, si ça pouvait exister comme expression, pour vous dire qu'on est... il y a une annonce du ministre des Finances qui parle d'infrastructures sportives qu'on fait avec l'éducation, là, puis la municipalité. Il y a la ministre des Affaires municipales qui était avec le premier ministre jeudi dernier, qui fait une entente historique jusqu'en 2014, je pense, où on donne de l'air au monde municipal pour répondre à des missions comme celles-là. Puis on essaie de faire travailler tous nos partenaires ensemble.

● (10 h 40) ●

Dans un contexte comme celui-là, je pense... je vous le réaffirme, je pense que nous venons de lancer la marche qui va nous permettre de développer une culture sportive au Québec. Ça ne se fera pas en cinq jours ni en deux ans. On va commencer par espérer d'inverser un tant soit peu la tendance de sédentarité, d'amener un peu la population à bouger plus. Ce qu'on va faire dans les écoles va être utile, puis il faut aller encore plus loin. On parlait tantôt de sports-études, on va en parler peut-être un peu plus tard. Pensons juste aux démarches qui sont faites à l'égard des ISO-Actif puis de l'espèce de pédagogie qu'on peut amener de plus en plus sur laquelle on travaille pour l'avenir, pour inciter les jeunes à se saisir de cette opportunité d'améliorer leur qualité de vie tout de suite, individuelle et collective par le fait même.

Honnêtement, M. le Président, je suis très heureux de défendre les crédits que nous avons, défendre l'approche que nous avons, parce qu'elle répond à un mandat que nous avons comme gouvernants ici, à Québec, mais qu'on soit au fédéral, au provincial, au municipal, au scolaire, nous avons tous des juridictions, mais nous avons un mandat commun: travailler à améliorer la qualité de vie de nos concitoyens. Je dois vous

dire ce matin, je crois, avec humilité, je crois que nous sommes sur le bon chemin.

**Le Président (M. Oulmet):** Merci, M. le ministre. Donc, il reste à peu près 4 minutes au bloc. M. le député de Blainville.

**M. Legendre:** Oui, M. le Président. C'est assez fascinant d'entendre le ministre, hein? Je veux dire, si jamais on cherche quelqu'un parmi nos équipes de patinage artistique, là, pour pouvoir performer, je pense que M. le ministre pourrait le faire. Là, si j'ai bien compris, à deux questions très, très précises, là, sur les Jeux du Québec et les URLS, si j'ai bien compris, on va dire aux jeunes que, oui, vous allez payer 120 \$, possiblement, là, je ne l'affirme pas complètement, mais M. le ministre ne l'a pas infirmé non plus, là, puis c'est un scénario qui circule, vous allez payer 120 \$ pour aller aux jeux de Sept-Îles au lieu de 40 \$, parce que c'est ce choix-là qui nous permet d'avoir un programme d'infrastructures. C'est à peu près ça que j'ai compris, là. C'est qu'il y a des choix à faire, il y a un programme d'infrastructures, on doit être content, puis le restant au complet est gelé, mais ça, ce n'est pas grave.

Et Sports-Québec, pensez-vous que Sports-Québec ne se réjouira pas s'il voit un programme d'infrastructures? Evidemment. Est-ce que ça veut dire qu'il va dire: Ah, bien oui, on est très content aussi que le montant forfaitaire alloué pour le transport de nos enfants aux Jeux du Québec reste le même? Bien non, bien non. Puis je comprends aussi qu'au niveau des URLS, c'est du rattrapage à faire, mais là je dois leur répondre que: Ah, bien non, le sujet de l'équité inter-régionale, on est mieux de ne pas parler de ça à cause de l'historique, semble-t-il. Bien, moi, j'en parle, parce que c'est important, puis j'en parle pas parce que j'invente ça, j'en parle parce qu'on m'en parle. Quand on dit qu'on est porte-parole au loisir et au sport, c'est parce qu'on porte la parole des gens sur le terrain aussi. Et là, bien, je comprends que, non, il n'y en a pas, de mécanismes de prévus pour réajuster les montants historiquement les mêmes pour les régions, peu importe la population qui a connu une croissance importante dans ces régions-là.

Je vais y aller, M. le Président, avec deux autres questions, encore une fois pour réussir à avoir plus de réponses. Il reste combien de temps, M. le Président?

**Le Président (M. Oulmet):** Deux minutes.

**M. Legendre:** Ah, le ministre ne réussira pas en deux minutes à répondre. Alors, est-ce que...

**Le Président (M. Oulmet):** On pourrait peut-être prendre les questions puis revenir dans le prochain bloc, c'est ça?

**M. Fournier:** Il peut poser la question, je vais prendre les autres questions, puis je répondrai après.

#### **Intentions concernant le renouvellement du programme Québec en forme**

**M. Legendre:** Bien, écoutez, je vais en poser juste une à ce moment-là. M. le ministre, au niveau du

protocole d'entente avec Québec en forme qui, si je ne m'abuse, est arrivé à terme ou arrive à terme, est-ce que vous pouvez nous confirmer quels sont vos plans, quels sont les plans du ministère qui... Parce que ça, Québec en forme, on l'a lancé en 2002, il y avait de l'argent, c'était un autre gouvernement, puis on a commencé sur le chemin de la lutte à la sédentarité de façon très concrète. Québec en forme, c'est une très belle programmation à travers le Québec, c'était un investissement de 24 millions sur quatre ans: c'est 3 millions du côté gouvernemental, 3 millions du côté de la Fondation Chagnon, il y avait 1 million qui venait du ministère de l'Éducation, 1 million de la Santé et un million du Loisir et du Sport. Alors, j'aimerais que le ministre nous dise s'il peut confirmer le renouvellement de ce protocole d'entente là.

**Le Président (M. Oulmet):** Bien. Alors, dans le prochain bloc. Vous la prenez en note, cette question, Québec en forme, donc. Je vais maintenant du côté ministériel, et je cède la parole à M. le député d'Acadie pour cette première question.

#### **Calendrier de mise en oeuvre du programme des infrastructures de sport**

**M. Bordeleau:** Merci, M. le Président. Alors, je vous avoue, M. le Président, que je suis surpris de l'attitude du porte-parole de l'opposition, le député de Blainville, concernant le programme des infrastructures. Qu'il ait une difficulté d'admettre que c'est une bonne nouvelle au point où il le fait, je pense que c'est assez... assez surprenant.

Juste peut-être pour resituer un peu ce dossier-là, on sait que... On sait d'abord que c'est un besoin qui existe au Québec depuis... on a parlé depuis 30 ans. Et je pense que c'est la meilleure nouvelle à peu près qu'on a eue au Québec dans le domaine des investissements dans le domaine du sport.

Et ce qui est également surprenant, c'est de... d'abord, comme je l'ai mentionné, de ne pas reconnaître l'importance de la nouvelle. Mais, quand le député de Blainville fait référence à... utilisait le... Le sport, le loisir est au coeur des familles, il parlait des Jeux du Québec, il faut commencer par la base. Et actuellement il y a des jeunes qui ont de la difficulté à avoir accès à de l'activité physique parce qu'il manque d'infrastructures.

On a beau parler des jeux, mais ils ne se rendront jamais aux jeux s'il n'y a pas les éléments de base au fond: équipements, centres pour pouvoir pratiquer le sport. On parle des sports d'élite. C'est la même chose, ça commence à ce niveau-là. Alors, ça fait 30 ans qu'on n'a pas investi à ce niveau-là. Les besoins sont criants. On sait, dans tous les coins de la province, qu'il y a des besoins énormes à ce niveau-là. Alors, si les infrastructures ne sont pas présentes à ce niveau-là, il faut... évidemment, ça aura un impact sur les jeunes qui s'impliqueront au niveau de l'activité physique.

Alors, quand on regarde aussi le problème de l'activité physique dans un contexte plus large, d'abord, je dois vous dire que je suis très heureux de voir qu'aujourd'hui le sport et le loisir est intégré au ministère de l'Éducation parce que c'est important qu'on commence à ce niveau-là la sensibilisation à l'activité

physique parce que c'est dans l'éducation qu'on donne le goût de faire des choses, que ce soit sur le plan professionnel ou sur le plan de l'activité physique. Et le gouvernement actuel a pris quand même une approche qui est globale. On parle d'activités physiques, on parle de saines habitudes de vie, on parle de santé. Tout ça, ça commence... Et de prévention. Alors, tout ça, ça commence à l'école.

Et, dans ce sens-là, on sait que l'activité physique est importante et est indissociable des saines habitudes de vie et de la santé. Et les infrastructures, dans ce sens-là, sont absolument nécessaires. Alors, c'est assez surprenant de constater que le député de Blainville a autant de misère à dire: Oui, c'est une bonne nouvelle.

Et je pense qu'on va voir, dans les années qui vont venir, tout le développement que ça va apporter et l'intérêt que ça va créer chez les jeunes, qui prendront des habitudes qui vont se poursuivre toute leur vie. Alors, j'aimerais peut-être juste poser une question complémentaire parce qu'on a déjà abordé quand même cette question-là des infrastructures. Mais c'est au niveau de l'échéancier.

Bon. On sait que le programme actuellement a été annoncé au niveau du budget. Mais, dans le temps, comment ça va entrer? Comment ce programme-là va entrer en action au cours des prochains mois? Parce que je sais que les besoins sont énormes. Et je sais aussi — juste un dernier commentaire que je veux faire à ce niveau-là — je sais que, sur le terrain, ce qui est excessivement intéressant...

J'ai rencontré hier des groupes, des municipalités qui sont en train de préparer des projets et qui le font en collaboration et en relation avec des commissions scolaires. On essaie de satisfaire les deux besoins en même temps, c'est-à-dire les besoins des municipalités et les besoins des commissions scolaires. On essaie de joindre ça ensemble. Alors, ça fait une dynamique à mon avis qui est très prometteuse pour l'avenir. Alors, je laisse la question au ministre concernant plus la question des échéanciers.

● (10 h 50) ●

M. Fournier: Merci, M. le Président. M. le député de l'Acadie, merci pour votre question. Lorsque vous avez commencé à parler de la question, j'avais mis éducation et municipal ensemble sur ma feuille, et vous avez conclu avec ce thème-là.

Ce qui va nous interpeller dans la définition du programme, qui va devoir passer par une loi éventuellement à l'Assemblée nationale, j'ose espérer — si vous me permettez de rendre publiques mes espérances; j'ose espérer — que ce projet de loi saura accueillir et recevoir l'appui de l'ensemble des parlementaires.

Si nous n'en parlons pas avec autant d'unanimité ce matin, j'ose espérer que cette unanimité sera retrouvée pour les discussions sur le projet de loi, encore une fois fondamental. Mais ce projet de loi va nous permettre d'inciter fortement, appelons ça ainsi, des organisations qui jusqu'ici ont parfois donné quelques exemples de travailler chacun dans sa cour, c'est le cas de le dire.

Il y a encore des exemples de cours d'école fermées la fin de semaine. Je ne parle pas de gymnases, je parle de cours d'école, où il y a pourtant des équipements

utiles pour les enfants, la population et les familles. Alors, il faut trouver des moyens, mais là ça prend une complicité, je dirais, de sécurité publique qui relève de la municipalité, d'autorités de commissions scolaires. Il faut refaire des dialogues, des dialogues qu'on connaissait à une certaine époque, qu'il y a eu... Les structures ont changé, là, vers la fin des années quatre-vingt-dix; ça a créé une certaine distance, je crois, pas partout, mais à certains endroits. Alors, il faut refaire ça.

Et pour y arriver parfois on a besoin d'outils, hein, parce qu'on a beau en parler, encore une fois, c'est facile en parler, c'est facile dire: Je souhaite que le monde municipal puis le scolaire se parlent plus. Bien oui, je le souhaite. Puis on passe à un autre sujet. Oui, bon. Un petit peu plus, ça aide. Alors, quand on a un outil comme celui-là, là on peut essayer de le dessiner pour que, un, il permette d'ajouter un élément nous permettant de rendre notre discours concret. J'aimerais ça, puis si on vous aide avec ça, allez-vous vous rapprocher? Allez-vous partager vos équipements? Ça, c'est de un, déjà. Alors là, on a un outil qui vient accompagner le discours, un outil financier, de ressources financières, d'argent qui existe, qui a été annoncé, qui est là.

Par ailleurs, non seulement il y a cette dimension qui nous permet de demander l'accessibilité aux clientèles des uns et des autres, municipales et éducatives, mais aussi la possibilité de prendre un effet de levier, d'utiliser un effet de levier. Il y a, dans le champ municipal, des responsabilités décrites dans les lois constitutives du monde municipal à l'égard du sport et du loisir. Le gouvernement pourrait très bien dire: C'est votre responsabilité, je ne m'en occupe pas. Mais si le gouvernement veut vraiment participer à une lutte à la sédentarité, veut vraiment viser la qualité de vie de ses citoyens, il ne fait pas juste dire: Bon, bien, tu as cette juridiction-là, moi j'ai celle-là, il dit: Moi, j'ai des responsabilités en santé, j'ai des responsabilités en éducation, toi tu en as face au loisir et au sport au niveau local. Est-ce qu'on travaille ensemble? Est-ce qu'on met nos responsabilités ensemble? Est-ce qu'on sort des silos? Est-ce qu'on utilise et on adopte une approche intégrée? C'est de ça dont il est question.

Puis pas simplement pour répondre à un seul souhait d'un seul groupe. Pour essayer, si on veut être utile pour vrai, il faut qu'on puisse fournir... On ne les fournira pas toutes, là, on se rend bien compte de ça, les besoins sont plus grands que le 500 millions, c'est pour ça que je souhaite que le fédéral vienne se joindre. Mais, même s'il se joignait, il va encore en rester, des projets sur la pile, là, il va falloir que ça se continue, cette affaire-là. Même si, le 500 millions, on peut l'annoncer au cours des cinq prochaines années, il va bien falloir que ça se continue, cette affaire-là, parce qu'il va rester d'autre chose. Mais il faut qu'on soit capables d'offrir une diversité.

Et je vous dis ça parce que j'avais été assez frappé, je le dis, c'est public, Nicolas Fontaine l'avait dit à RDS — puis je pense, si je ne me trompe pas, que mon sous-ministre adjoint qui est à la table était l'animateur à ce moment-là; donc, si on lui donnait la parole, probablement, s'il s'en souvenait, il pourrait en témoigner — Nicolas Fontaine rappelait — si je ne me trompe pas, c'était lors des Jeux du Québec à Thetford; il rappelait — que lui, à l'école, aussi surprenant que ça

puisse paraître, il n'était pas très bon en éducation physique. Champion du monde en ski acrobatique n'était pas bon en... Voyons donc, je ne te crois pas. Et il explique que ce qu'il y avait comme formation à l'école ou le genre de sport et activité qu'on lui faisait faire ne correspondait pas à ce qu'il cherchait. Il cherchait quelque chose d'un peu plus individuel, moins collectif.

Il y a des personnalités différentes. Si on veut que notre population et nos jeunes puissent être actifs, il faut essayer de leur donner une diversité qui va leur permettre de magasiner leur sport, de trouver celui dans lequel ils trouvent un certain plaisir.

Je parlais, jeudi dernier, avec des patineurs, dont Clara Hughes qui était ici puis d'autres, puis on parlait de leur entraînement, et on parlait d'Émilie Mondor qui, elle, s'entraîne, évidemment, en cross-country, elle fait ça plutôt toute seule, c'est dur d'embarquer quelqu'un sur ses épaules en plus, là, elle part toute seule et aime s'entraîner toute seule. Tu as besoin d'être avec ta tête, tout seul, individuel; d'autres ont besoin du groupe pour les amener. Alors, ça dépend des approches.

Là, je parle de sports d'élite, mais faites attention, les gens qui sont l'élite, c'est du monde ordinaire, exceptionnel dans leur compétence athlétique, mais c'est aussi du monde comme vous et moi qui, à un moment donné, ont commencé un apprentissage dans le sport souvent grâce au monde municipal, dans leurs responsabilités.

Je dis souvent, je parle souvent, M. le Président, vous la connaissez, de Kim St-Pierre. Elle m'en voudrait de ne pas en parler aujourd'hui, j'essaie de ne pas passer une semaine sans ne pas en parler, meilleure gardienne de but au monde. Elle n'est pas devenue meilleure gardienne de but au monde toute seule, elle n'est pas venue au monde meilleure gardienne de but au monde. Elle a commencé dans les parcs de la ville, dans les patinoires extérieures, les arénas. Ça a monté vers la pointe, maintenant elle est meilleure gardienne de but au monde.

Il faut bien comprendre qu'il y a là donc des infrastructures qui existent, vieillissantes, des nouveaux besoins, des nouveaux sports, des goûts qui sont tous différents. Tous ne veulent pas pratiquer un sport à l'aréna. Alors, il faut être capables de répondre à tout ça. C'est ça qui est envisagé devant nous: d'essayer d'avoir une diversité, de répondre à des demandes, de coller à la réalité et aux besoins des jeunes, de le faire en interpellant les acteurs sur le terrain, notamment du monde scolaire et municipal, pour qu'on maximise le rendement et l'efficacité des sommes d'argent qu'on va investir.

Donc, tout ce détour pour vous dire que cet esprit devra animer le projet de loi. D'ici la fin de l'été, on sera en mesure de pouvoir rendre des formulaires disponibles, de commencer à traiter des demandes et de pouvoir lancer le mouvement. Je souhaite qu'on le fasse le plus vite possible, vous savez, en même temps, sans qu'on le fasse de façon désordonnée, là, mais, quand ça fait 30 ans que l'on attend, il y a comme un engouement et un désir d'aller vite. Mais on va le faire de la meilleure des façons possible.

Et, si vous me permettez, je voudrais prendre le temps d'aborder un élément que j'ai esquissé dans mes remarques préliminaires et dont on ne parle peut-être pas assez, mais qui me semble bien important, M. le Président. Le fonds dont on parle permet, d'une part, 500 millions d'infrastructures sportives. C'est déjà tout

un montant. Il ne faut pas occulter qu'il permet aussi la planification des grands événements, moi, que je vois sur un horizon de 20 ans. Bon. On a-tu inventé ça de toutes pièces? Non. On a eu une expérience.

L'an passé, il y a eu FINA. On connaît, je ne veux pas revenir là-dessus, mais on connaît les péripéties qu'il y a eu autour. Moi, comme ministre, j'avais la possibilité de me dire: Bon, c'est arrivé, j'oublie ça, puis on ne fait rien, puis on aura d'autres problèmes plus tard. C'est tout. Ou je pouvais dire: Bien, coudon, il me semble qu'on pourrait corriger des choses. Alors, je suis allé chercher des experts, Walter Sieber, Raymond Côté de Sports-Québec, François-Xavier Seigneur, il y en avait d'autres, un comité sur les grands événements qui nous a remis un rapport qui nous dit exactement cela, ils nous ont remis ça au mois de janvier, exactement cela, ils disaient: M. le ministre, merci de nous avoir interpellés sur les grands événements, mais laissez faire, si vous ne pensez pas faire des infrastructures sportives, laissez faire. Vous serez dans le trouble pour tout le temps avec les grands événements, parce que vous ne répondez pas à la première des priorités qui attend depuis 30 ans. Puis la deuxième affaire, ils ont dit: Si jamais vous êtes capable d'avancer là-dessus, bien là vous devriez penser à une planification d'événements sur 20 ans pour tenter de jumeler la planification des installations sportives avec les grands événements. J'étais heureux, ils étaient tous heureux, M. le Président. Puis permettez-moi quelques minutes pour compléter ma réponse là-dessus.

**Le Président (M. Ouimet):** Je veux juste vous signaler, il y a quatre députés ministériels, il va leur rester six minutes pour leurs questions.

**M. Fournier:** Très, très rapidement, quitte à ce qu'on y revienne.

**Le Président (M. Ouimet):** C'est bien. Je fais juste le signaler.

**M. Fournier:** Merci. Mais nos collègues sont... Eux aussi partagent l'enthousiasme que nous avons. Ce qu'on a comme possibilités... Et, ce qui est intéressant, le rapport a été rendu public au mois de janvier; on est au mois d'avril, aujourd'hui, on est en train de le mettre en oeuvre. C'est assez extraordinaire, hein? Des fois, ça, ça... Je pense qu'on va être en train de dire, là, que, quand on dit que des rapports dorment sur les tablettes, là, ce n'est pas vrai, ça, ce n'est pas vrai. Ils n'ont pas eu le temps de dormir sur la tablette. Il ne s'est même pas rendu sur la tablette, les gens étaient en train de le lire. On veut être en mesure, autant que faire se peut, pas dans tous les cas, mais ça va nous préoccuper.

● (11 heures) ●

Imaginons qu'on est en 1995, qu'on entend, parce que, dans la programmation, on aurait indiqué qu'on pourrait viser d'avoir FINA en 2005, à Montréal, mais on n'est pas encore rendus au moment de déposer la candidature, mais on se dit que c'est quelque chose qu'on pourrait envisager, puis Montréal dit: Bien, nous autres, on voudrait le faire. Puis on n'est pas encore au stade de la candidature. Là, on commence à se dire: Mais, si on est pour faire une compétition importante de sports aquatiques, quels sont nos équipements en sports aquatiques? Parce qu'une fois que ton modèle

performe, une fois que Despatie saute, là, du plongeon, puis que tout le monde a un enthousiasme débordant, il y a des vrais jeunes qui s'inscrivent dans des clubs de plongeon. C'est vrai, ça. Après les Jeux olympiques, après des grandes compétitions, il y a des jeunes qui s'inscrivent. Encore faut-il qu'il y ait une place pour plonger. Alors, moi, si j'encourage l'élite comme on le fait avec Équipe Québec — puis je reviendrai là-dessus tantôt, pour qu'elle nous donne des modèles, il faut bien que le modèle se répercute en quelque part, j'ai besoin d'infrastructures sportives.

Si on était en 1995, je dis aux éducateurs physiques, dans les écoles, je dis aux animateurs de loisirs dans le monde municipal: Regardez ce grand événement, gardez l'oeil dessus, ça se peut qu'il y ait une mise en candidature; parlez-en à vos jeunes tout de suite. Puis, quand il y a la mise en candidature, on accélère encore la sensibilisation. On se fait quelques autres équipements dans tout le Québec, pour que le monde puisse répondre aux modèles. Et, quand arrive FINA à Montréal, en 2005, les estrades sont pleines parce qu'on est déjà dans une approche intégrée, en train de s'organiser.

Bien, les grands événements, c'est avant puis c'est après. C'est super le fun pendant, mais, pour un ministre du Sport puis pour un gouvernement, c'est avant puis après qui doivent compter parce que, sur le coup, c'est les athlètes qui performent, c'est leur tour. Mais, nous, il faut qu'on se mette dans la tête que ces éléments-là doivent inciter la jeunesse à bouger, donc l'importance de pouvoir leur fournir des moyens de pratiquer les sports qu'ils voient, pour lesquels ils sont emballés, mais encore faut-il qu'il y ait un équipement puis qu'il y ait un club.

Alors, vous voyez, ce n'est pas un simple programme d'infrastructures dont on parle — et on parlera tantôt de Québec en forme, et tout ça — mais, lorsque je parle du lancement du développement d'une culture sportive, c'est parce que le pivot de ça, l'élément manquant jusqu'ici vient d'arriver dans le dernier budget. C'est cet élément-là qui lance et qui se raccroche à tous les autres, et qui font en sorte qu'on peut voir l'avenir de bonne façon pour la jeunesse et les moins jeunes du Québec.

**Le Président (M. Oulmet):** Merci, M. le ministre. Donc, passons maintenant à Mme la députée de La Peltre. Il reste quatre minutes.

#### **Plan d'action visant à lutter contre la sédentarité**

**Mme Hamel:** Oui. Merci, M. le Président. Alors, rapidement. Vous venez de conclure votre réponse, M. le ministre, à la question de mon collègue, en parlant d'inciter les Québécois à bouger. Alors, le but de ma question, c'est justement ça. Les journaux font grand étalage de la sédentarité, de l'obésité des Québécois, mais aussi de d'autres pays, de d'autres nations. Mais notre discours est vraiment pour améliorer la santé des Québécois, les faire bouger — vous l'avez dit vous-même.

Et concrètement qu'est-ce qui a été fait jusqu'à maintenant, en ce sens-là, pour faire bouger les Québécois, M. le ministre?

**M. Fournier:** Merci, Mme la députée. Merci, M. le Président. Bien, viennent se rattacher donc à ce pivot qu'est

le fonds en infrastructures plusieurs initiatives qui ont été prises avec les moyens qui étaient les nôtres. Je vais partir par la dernière, je vais commencer par la dernière... ou commençons par Kino-Québec, tiens.

Kino-Québec, ce sont des scientifiques qui font une étude, qui regardent la question de la sédentarité au Québec puis qui se disent à peu près ceci: C'était une bonne idée dans le temps de ParticipAction, mais il y a un problème. Aujourd'hui, il ne faut pas juste faire de la publicité pour dire: Allez dehors, puis bougez. Aujourd'hui, il faut, en plus de ça, créer des moments pour bouger, il faut créer de l'action. Autrement dit — puis c'est ce que je dis dans la note préliminaire — la partie média, ou publicité, ou sensibilisation, c'était de passer du salon au perron: Il y a l'intérieur, chez vous, mais allez voir sur le perron, il se passe quelque chose dehors, allez sur le perron. Puis Kino-Québec dit: Sur le perron, il faut que tu leur montres, à l'extérieur, toutes les activités, toutes les opportunités qui s'offrent à eux, il faut même organiser des activités.

Donc, on a été interpellés par la question de la publicité. On a donc fait, on lancé, M. le Président, Vasy, le bonhomme bleu. C'est toujours... À chaque fois que je fais des discours, je m'amuse avec ça parce que les gens partent à rire. Le taux de notoriété du bonhomme bleu pour l'investissement qu'on a fait, M. le Président, il est fascinant. Quelqu'un m'a dit que c'était la mascotte préférée, au Québec, celle qui est le plus souvent demandée, soit dit en passant. C'est peu important, l'important, c'est que les gens sachent... Cette mascotte-là, elle dit quoi? Elle dit: Bien manger puis bouger. C'est ça qu'elle dit. Puis on a fait les tests, c'est ça que le monde pense. Alors, franchement, on a frappé dans le mille. Moi, je dis souvent que je suis le père spirituel de Vasy, mais je vous raconterai une histoire une autre fois, là-dessus, sur ce sujet-là, lorsqu'il y aura peut-être moins de personnes à l'écoute. Mais, ceci étant, il y a eu ce premier mouvement, et, avec ce mouvement, était associée l'organisation d'activités, la mise en valeur d'activités qui existaient déjà, mais avec un contenant de notoriété, de diffusion plus grand.

Le meilleur exemple que je peux vous donner d'éléments qu'on a ajoutés à cette campagne-là, sous la forme d'opportunités d'action — donc les gens sont sur le perron, là, on a réussi à les faire passer du salon au perron, ils sont sur le perron — un des éléments qu'on a ajoutés, c'est la Journée nationale du sport et de l'activité physique. C'était en pleine Année du sport et de l'éducation physique. On a dit: Comment on fait perdurer cette année-là? On a passé un décret: le vendredi qui précède l'Action de grâce, au Québec, c'est la Journée nationale du sport et de l'activité physique.

Je veux dire deux choses là-dessus. La première: C'était tellement une bonne idée, là, que, depuis ce temps-là, il y a quatre autres provinces qui ont suivi la marche. Quand on dit qu'on est leader, là, c'est un autre exemple où on est leader. Il y a eu 500 partenaires. C'était la première année. On a adopté ça au mois de juin; ça se passait au mois d'octobre. J'en profite pour dire un gros merci à tout le personnel du Secrétariat au loisir et au sport, qui parfois trouvent qu'on en met pas mal dans la machine à saucisses, qui ont fait un travail extraordinaire. Écoutez, de juin à octobre, 500 partenaires, 800 activités. Ça a été fascinant.

Mais, si vous voulez savoir quel est le meilleur test pour savoir si c'était une réussite, on m'a informé — je pense c'était une semaine plus tard — on m'a informé que, dans la semaine qui avait suivi la Journée nationale du sport et de l'activité physique, il y avait des partenaires privés, des compagnies qui voulaient commanditer, qui voulaient participer, s'associer à cette journée-là, qui voyaient l'intérêt de l'aspect de santé, l'aspect de meilleure qualité de vie et qui voulaient s'y associer.

Alors, on est parti d'une campagne où on voulait amener les gens du salon au perron, du perron à l'action. On leur a donné des possibilités dans ce sens-là. Alors, ce sont des démarches qui se continuent. Mais, même si je vois tout ça et je fais tout ça, je risque d'arriver à un stade où je me dis: Ce n'est pas complet. Alors, je reviens sur mes infrastructures sportives parce que c'est un incontournable.

Je vais vous parler d'un dossier. On en a abondamment parlé durant le week-end.

**Le Président (M. Ouimet):** On...

**M. Fournier:** Vous penseriez que je devrais en parler plus tard?

**Le Président (M. Ouimet):** C'est-à-dire, je vous laisser aller pour encore une minute, mais ça va avoir été le dernier bloc des ministériels.

**M. Fournier:** Écoutez, j'en parlerai peut-être plus tard. Peut-être que j'ai un «teaser» pour le député de Blainville, qui voudrait en savoir plus sur ce qu'on s'est dit durant le week-end avec les gens du Comité olympique canadien, les athlètes, les possibilités d'entraînement. Alors, peut-être que je réserverai ça pour le prochain bloc, M. le Président.

**Le Président (M. Ouimet):** Bien, merci. Alors, retournons du côté de l'opposition officielle. M. le député de Blainville, il vous reste un dernier bloc de 20 minutes.

#### **Intentions concernant le renouvellement du programme Québec en forme (suite)**

**M. Legendre:** Oui. Merci, M. le Président. Alors, on va y aller avec des questions un peu plus succinctes en espérant que les réponses auront la même qualité. M. le ministre... Bien peut-être, M. le Président, de commencer par la réponse sur Québec en forme, sur la question déjà posée. Merci beaucoup.

**M. Fournier:** Écoutez, je vais commencer par bien positionner, je dirais, comment j'envisage mon mandat comme ministre du Sport, surtout pour une des valeurs que le sport comporte, celle, comme vous l'avez dit, de rassembler.

Lorsque j'ai pris la responsabilité du Sport et du Loisir, puis tout le monde du secrétariat qui en a été témoin, publiquement, j'ai signalé le fait que l'idée d'Équipe Québec avait été une bonne idée et qu'il fallait maintenant la financer. Et on a trouvé des sous pour le faire. Je n'ai pas hésité à reconnaître de façon éclatante publiquement que c'était une bonne idée. Et on l'a fait,

et M. le député de Blainville en est bien conscient. Je sais qu'il le sait.

Québec en forme, M. le Président, Québec en forme est du même genre. Je n'ai aucune difficulté de pouvoir reconnaître lorsqu'il y a des bonnes idées et des bonnes actions qui sont lancées. Et je le dis avec, je dirais, avec une valeur sportive, tiens. Je pense que c'est important. Je l'ai dit, j'ai fait des entrevues à la radio là-dessus. Puis je me souviens même qu'un commentateur avait dit: C'est rare qu'en politique les gens soient capables de se faire des passes comme ça et de se reconnaître.

Et honnêtement, non seulement je suis capable, je le veux. Je veux dire autant pour Équipe Québec que c'est une bonne idée et qu'on a trouvé les sous pour le faire, autant pour Québec en forme que c'est une bonne idée. On est en négociation. Il y en avait encore hier pour le renouvellement. On est en discussion avec Québec en forme. C'est une bonne idée, c'est une belle idée, très structurante dans les milieux où ça se passe. Formidable. Je n'ai aucune difficulté à le faire.

Je pense que l'avenir, parce que c'est comme ça qu'on a lancé le sujet ce matin, l'avenir passe, pour le monde du sport et du loisir, par vous et moi, M. le député de Blainville, par la main que nous allons nous tendre, par le signal que nous allons donner à la population à l'effet que vous et moi, nous pouvons travailler ensemble. Parce que, lorsque vous et moi posons ce geste symbolique, on démontre que l'Assemblée nationale veut valoriser cela.

● (11 h 10) ●

Nous avons fait la démonstration, par les crédits additionnels, les ressources disponibles additionnelles de 22 % cette année, nous avons fait la preuve que nous avons les moyens de passer à l'action là-dedans. Je vous tends la main pour qu'à votre tour vous puissiez envoyer ce signal fort: Ensemble, nous pouvons développer une culture sportive. Elle ne naîtra pas dans la division. Elle va naître dans le partenariat, l'intégration de nos actions, et certainement un message fort du salon rouge de l'Assemblée nationale par un vote sur ces crédits dans le sport, par un vote sur la Loi sur les infrastructures sportives, sur un message commun que nous allons adresser à la population: Nous sommes debout ensemble pour la qualité de vie des Québécois. Je sais que je peux compter sur vous. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le ministre. Alors, M. le député de Blainville.

#### **Orientations et fonctionnement du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique**

**M. Legendre:** Je cherchais presque un mouchoir, M. le Président. Mais je comprends, là, qu'il n'y a pas de réponse sur Québec en forme. J'espère que ça ne veut pas dire, là, que le programme est remis en question, parce que le ministre a dit que c'était un bon programme. Mais je n'ai pas eu de réponse à la question, à savoir: Est-ce que le ministre prévoit le continuer, et de quelle manière, sur quelle durée?

M. le Président, le ministre va être content, j'aurais quelques questions sur le fonds d'infrastructure. Est-ce que le fonds d'infrastructure... Là, si j'ai bien

compris, aujourd'hui, ce qui est prévu, c'est 15 millions en 2006-2007? Quelques questions rapides reliées à cela, et il pourra répondre à toutes en même temps. M. le Président, est-ce que le programme en question sera régionalisé? Quel sera le mode de fonctionnement? Quel sera le processus d'attribution du 15 millions en question?

Également, est-ce que... Bon, j'ai compris, là, que le ministre avait interpellé le fédéral. Ça veut dire quoi, ça, exactement? Est-ce que ce programme est conditionnel à la participation d'autres partenaires au niveau municipal et au niveau fédéral? Et finalement est-ce que ce programme-là, il est orienté plutôt vers de la mise à niveau de la rénovation, du maintien, ou plutôt, ou peut-être également, à l'égard du développement?

**M. Fournier:** Merci, M. le Président. D'abord, pour précision sur Québec en forme, le programme n'est pas terminé, là. On le finance encore cette année, là. C'est encore... Les crédits sont là cette année, on discute cette année sur une prolongation pluriannuelle, donc il n'y a pas de difficulté. C'est une bonne idée, puis on s'arrange toujours, quand il y a des bonnes idées, pour essayer de leur trouver des sous avec grand plaisir.

Alors, on continue là-dessus. Je ne peux pas en dire plus que les négos qui ne sont pas terminées, là. Alors, là-dessus, il n'y a pas... Mais sachez une chose, il n'y a pas à s'inquiéter, et on veut s'organiser... il va falloir organiser le financement, c'est tout.

Maintenant, sur le programme d'infrastructures, des questions, oui, que j'accueille avec plaisir, je cherche toujours à avoir cette phrase qui dit: Après 30 ans, c'est une bonne chose que ce soit là, mais ça ira peut-être plus tard, ça viendra... Votre chercheur dit que ça ne viendra pas; c'est dommage.

Mais on aura d'autres occasions. Moi, je ne suis pas le genre à laisser tomber, M. le Président. Je sais qu'on aura un projet de loi, et j'avais déjà visionné... je dois dire au député de Blainville que j'avais imaginé le moment où il se levait, sur l'adoption de principe du projet de loi, et où il signalait que ce projet de loi répondait à des besoins. J'ai imaginé ça puis je me suis dit: Ça va se passer comme ça. Je m'attends peut-être donc, si ce n'est pas aujourd'hui, peut-être sur l'adoption de principe du projet de loi on aura quelques éléments là-dessus.

À ses questions posées sur le fonds lui-même, il y a certains éléments que je peux dire qui sont d'ordre public, c'est-à-dire que ça a déjà été déclaré, je vais les réitérer; d'autres que je ne pourrais pas, pas parce que je ne veux pas — vous savez comment ça m'intéresse, ce fonds-là — non que... mais je ne peux pas. Nous sommes au salon rouge, mais je sais très bien que, derrière moi, il y a un salon bleu, et je ne voudrais pas faire outrage à l'Assemblée, de dire aujourd'hui, avant même que le projet de loi soit déposé, les différentes évolutions qu'il contient.

Bon, une fois que j'ai fait cette mise en garde qui explique la réserve pour donner de nombreuses précisions qui me sont demandées, il y a quand même certains éléments sur lesquels on peut dire des choses. Lorsque le ministre des Finances a déposé son budget, donc, il démontrait que cela se faisait en partenariat avec soit des organismes sans but lucratif, soit avec des commissions scolaires, soit avec le monde municipal. Les demandes

doivent émerger de ces milieux. Je disais tantôt qu'il y a des responsabilités locales; ça ne veut pas dire qu'on n'a pas des responsabilités, nous, à soutenir et à accompagner ces acteurs locaux. Donc, le fonds d'infrastructures vient aider ces acteurs locaux, et donc nous sommes en attente ni plus ni moins des initiatives locales.

Le député de Blainville pourrait se dire: Oui, mais alors ça ne marchera peut-être pas parce qu'au niveau local ils ne voudront pas embarquer là-dedans. Ne vous inquiétez pas, je pense qu'au moment où on se parle on en a déjà pas mal pour nous occuper. Alors, les milieux locaux sont très intéressés par le programme, et si vous saviez combien nous avons de demandes, de questions ou encore tout simplement on nous avise qu'il y aura un projet qui va arriver une fois que le formulaire sera là... Donc, il y a un engouement au niveau local, et on le fait avec eux.

L'autre aspect qui est important, c'est celui du fédéral, et moi, je crois à ça. Moi, je crois qu'on est capables d'être partenaires, je l'ai dit dans l'éducation postsecondaire, je le dis aussi dans le domaine du sport. Ça fait trois rencontres, là, des ministres du Sport qu'on a, les trois fois j'ai parlé des infrastructures sportives, trois fois. C'est qui est plaisant, là, c'est qu'aux prochaines rencontres qu'on est déjà en train de préparer, là, aux prochaines rencontres, là on arrive plus pareils, là. Là, on n'est pas en train de se dire: Il faudrait que. Là, on dit: Nous, on s'est lancés. Là, nous, au Québec, on est crédibles. Là, les autres provinces commencent à regarder ce qu'on fait, là.

Et là on est capables de dire à Ottawa: À Regina, l'an passé, on s'était dit qu'il fallait qu'on revoie les paramètres du programme fédéral. Pourquoi? Parce que les paramètres du programme fédéral sont liés aux grands événements alors par exemple du type FINA. Ici, ça a amené une participation du fédéral d'autour de 17 millions. Mais, par rapport à des Jeux olympiques à Calgary puis à Vancouver, il y a un déséquilibre certain. Puis, même quand on revient jusqu'en 1970 puis qu'on tiendrait compte des Olympiques de Montréal, là, le déséquilibre se corrige un peu, mais néanmoins il y a un peu de retard. Donc, il faut aussi amener le gouvernement fédéral à rééquilibrer ces choses. Quel meilleur moyen de rééquilibrer que de voir que, le sport, ce n'est pas que la pointe de la pyramide? Si ce n'était que la pointe de la pyramide, ce ne serait pas une pyramide, ce serait un pic. Le sport, c'est une pyramide, il y a une pointe qui repose sur une base, une base large dont les municipalités, les commissions scolaires et les clubs sportifs sont responsables en premier niveau mais dont, nous aussi, nous avons des responsabilités.

Et donc je dis au gouvernement fédéral: Partageons nos responsabilités, partageons le mandat que nous avons. Puis, quand vous voulez avoir des athlètes qui performent comme à Turin, puis que le ministre fédéral veut aller remettre une médaille dans une occasion ou une autre, n'oubliez pas que, ce jeune-là, il a commencé à quelque part. N'oubliez pas que Kim St-Pierre a commencé dans une patinoire extérieure puis dans l'aréna de Châteauguay, n'oubliez pas ça. Puis, s'il n'y avait pas eu ça, vous ne seriez pas en train de lui remettre une médaille. Donc, c'est lié, c'est intégré, tout ça. Et, ce qu'on souhaite, c'est qu'en juin nous puissions convenir des paramètres y incluant les partages de coûts

qu'on puisse avoir des idées. Après ça, là, quand on a conclu ça, là, on va tous appuyer, vous et moi, on va appuyer le ministre fédéral, puis il y a d'autres provinces aussi, puis on va lui dire: Maintenant, va chercher, dans tes budgets, des sommes pour correspondre à notre programme.

Alors, imaginez, M. le député de Blainville, ce qu'on a lancé, là, jusqu'ici nous permet, on le sait déjà, 500 millions d'infrastructures sportives. Mais imaginons qu'on fait du tiers-tiers-tiers, on se rend à 750. Imaginons que c'est 50-50, on s'en va à 1 milliard. On s'en va répondre à des besoins sur le terrain. On a lancé une machine qui est comme aimant qui attire l'enthousiasme de tout le monde et qui va peut-être même aller chercher des dollars fédéraux pour pouvoir en donner encore plus. Alors, ça répond donc à la question que le député de Blainville posait sur les partenariats.

Maintenant, sur la question des mises aux normes et du développement. Il est évident qu'après 30 ans où il n'y a pas rien eu à l'égard d'installations que nous avons déjà, il y a des rénovations et des mises aux normes à faire, c'est évident, et on va les... et ça va être recevable. Mais il y a aussi beaucoup de développement à faire dans plusieurs niveaux. Alors, il faut être capables de tous les concevoir. Et qui nous a suggéré ça dans le fond, autant le développement que les mises à niveau? Bien, c'est le comité dont je vous parlais tantôt. Alors, il y avait... Je vous ai parlé tantôt de Raymond Côté de Sports-Québec qui était là-dessus; de Walter Sieber du Comité olympique canadien qui était là-dessus; de François-Xavier Seigneur, qui n'a plus besoin de présentation dans les commandites sportives; de Chantal Lachance du vélo de montagne ici qui fait le Vélirium et qui a même reçu comme mandat de l'UCI de s'occuper de tous les championnats, à travers le monde, en vélo de montagne — ce n'est pas peu dire, ça se passe ici, à Québec, ça, les gens ne savent pas ça, elle était sur notre comité — Jean-Guy Ouellet, de la Fédération canadienne d'athlétisme. Ce sont ces gens-là, des spécialistes de l'organisation d'événements, des spécialistes, des athlètes qui nous ont tracé cette voie. Donc, moi, je ne suis que porteur d'un souhait des spécialistes qui visent à donner plus de services à la population.

● (11 h 20) ●

Et au-delà des questions, parce que j'ai peur qu'il nous manque de temps, je vous dis encore, M. le député de Blainville, vous avez une occasion de dire: Oui, ce n'est pas improvisé, cette affaire-là, c'était étudié, ça répond à un besoin de 30 ans. Puis il va y avoir une projet de loi, puis, M. le ministre, c'est une bonne affaire que vous avez faite. Vous avez dit que Équipe Québec, c'était une bonne idée, vous l'avez financée, fair-play, bravo! Vous avez parlé de Québec en forme, vous êtes capable de dire que Québec en forme, c'est une bonne idée, vous travaillez là-dessus à du financement encore cette année et vous prévoyez pour les années prochaines, bravo! Quand c'est l'autre parti qui fait quelque chose, M. le député de Blainville, on est-u capable de le dire?

**Le Président (M. Ouimet):** M. le député de Blainville.

### Financement de l'organisation de la fête nationale

**M. Legendre:** Je suis étonné, M. le Président, je suis étonné de voir jusqu'à quel point le ministre semble en manque d'appréciation. Je me demande s'il n'est pas un peu jaloux du petit bonhomme bleu, là, dont il nous a parlé tout à l'heure, qui avait un haut taux d'appréciation et de satisfaction, là, plus que le gouvernement, en tout cas, il semble bien. Écoutez, M. le Président, si on manque de temps, ce n'est pas à cause des questions, c'est plus à cause des réponses.

Et je vais changer de sujet parce qu'il y en a un autre qui est important dont le ministre est responsable au niveau du Loisir et du Sport, c'est la fête nationale. Et la fête nationale, nous avions... notre gouvernement avait signé une entente de cinq ans, un protocole sur cinq ans, qui était chiffré, par la suite, il y a eu des baisses de budget jusqu'à de l'ordre de 18 %, M. le Président, et là, bien, on arrive cette année à terme de cette entente.

Alors, j'ai deux questions pour le ministre. D'une part, quelles sont ses intentions à l'égard d'un nouveau protocole d'entente de cinq ans avec l'organisation de la fête nationale?

### Intentions concernant le financement de la fête nationale à l'occasion du 400e anniversaire de la ville de Québec

Et, d'autre part, on sait aussi que la fête nationale avait présenté un projet spécial dans le cadre des fêtes du 400e anniversaire de la ville de Québec, il y a eu une espèce d'imbroglie, là. Initialement, il semblait que la fête nationale était éligible à ça, ils se sont fait dire par la suite qu'ils ne l'étaient pas, en se faisant dire également que c'était la responsabilité du gouvernement du Québec de financer ses fêtes nationales. Alors, ma question au ministre: Est-ce qu'il entend prévoir un budget de bonification de la fête nationale à l'occasion des fêtes du 400e anniversaire de la ville de Québec?

**Le Président (M. Ouimet):** Merci, M. le député de Blainville. Je vous signale également que votre prédécesseur, le député de Labelle, posait cette question-là aussi systématiquement. Je me souviens des réponses du ministre au niveau de la fête nationale. Alors, voyons voir maintenant la réponse que fournira le ministre. M. le ministre.

**M. Fournier:** Comme c'est la même question, M. le Président, vous allez vous douter que ce sera la même réponse. L'entente qui vient à terme avec les fêtes de cette année, donc les discussions se poursuivent pour les années à venir. Mais il est important de voir, de la situer parce que, du côté du Parti québécois, on a toujours tenté d'essayer de démontrer un manque d'intérêt de la part du gouvernement à l'égard de la fête nationale. Alors... Je l'ai dit souvent au député de Labelle. Le député de Blainville, c'est peut-être la première occasion qu'il m'entend le lui dire, bien que je l'aie déjà dit aussi en Chambre.

En 1999, bon, c'était Lucien Bouchard qui était premier ministre à l'époque, premier ministre du Parti québécois, pas le plus fervent fédéraliste, là, bien, il l'a été

un peu, bon, mais quand même, disons, il a quand même été là pour le référendum puis il n'était pas du bord du non, là. Alors, on ne peut pas le taxer d'être quelqu'un qui veut occulter ces fêtes, bien qu'elles doivent représenter tous les Québécois; on souhaite toujours que ce soit accueillant pour tout le monde. Alors, le budget annuel, en 1999, était de 2 144 000 \$. Alors, je dis et j'informe le député de Blainville que le budget en 2004, en 2005 et encore cette année en 2006, est de 3 644 000 \$; c'est 1,5 million de plus que dans le temps de Lucien Bouchard. Donc, s'il y a un étalon de mesure, là, je pense qu'on ne peut certainement pas être taxés d'être moins fervents de la fête nationale que Lucien Bouchard. En fait, on en fait presque le double de ce qu'il faisait.

Alors donc, on est là-dessus, bien sûr, puis ça, je dois l'avouer, je dois l'avouer, il faut qu'on réussisse à faire plein de priorités, là. On a commencé à rééquilibrer l'inéquité en matière de santé dans la région du député de Blainville, parce qu'on a mis beaucoup d'argent dans la santé. On fait 1 h 30 de plus dont deux heures d'éducation physique; le député de Blainville n'en a pas parlé aujourd'hui. Deux heures d'éducation physique, c'est très lié à tout ça, parce qu'on met, cette année, 660 millions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Puis tout ça, écoutez, moi, j'ai déjà dit, puis je l'ai dit d'ailleurs pour les infrastructures tantôt, les événements... un événement, deux semaines, c'est une chose mais, comme ministre, moi, il faut que je vois comment c'est préparé puis qu'est-ce que ça va donner. L'événement comme tel concerne les athlètes.

Bien, la fête nationale doit représenter quelque chose. Si on veut qu'elle signifie quelque chose, il faut que cette fête-là soit une fête qui reconnaît nos accomplissements et qui nous projette dans l'avenir sur ce que nous devons faire pour notre collectivité, pour notre nation. Je n'ai pas peur d'utiliser cette expression.

Mais, M. le Président, il faut se donner des moyens pour qu'il y ait une fête, mais des moyens pour que la fête ne se fasse pas sur le dos des 364 autres jours et des autres priorités de l'ensemble. Il faut qu'elle célèbre nos accomplissements, notre amélioration de qualité de vie, plutôt qu'elle se fasse aux dépens de cette qualité de vie. Donc, nos priorités sont à la bonne place, on met plus d'argent que dans le temps de Lucien Bouchard. Et, comme je crains que le temps me manque et manque au député de Blainville, je veux lui dire que ce n'est pas par un déficit d'attention, c'est simplement par fair-play et par désir que nous soyons ensemble en train de dire: Oui, c'est un bon geste. Je ne demande pas grand-chose, je ne demande pas grand-chose au député de Blainville: juste, juste participer à ce qu'on s'envoie un signal commun, que tous les partis politiques, on est d'accord de faire ça.

Moi, tantôt, dans le fond... et c'est un sportif accompli, le député de Blainville, c'est un athlète qui a connu beaucoup de succès. Il y a un même un livre qui a été écrit là-dessus récemment...

**Une voix:** Quoi?

**M. Fournier:** Mais mis à part le livre, il était connu avant le livre, c'est un athlète accompli. Et il va vous dire, dans ses remarques finales, que, lorsqu'on fait du sport, il faut visualiser. Il va vous parler de la visualisation parce que, chez les athlètes, la visualisation est importante, elle fait partie d'un processus les

approchant de l'excellence, les menant à l'excellence. M. le Président, je veux vous dire que...

**Le Président (M. Ouimet):** M. le ministre, si vous voulez laisser...

**M. Fournier:** ...j'ai visualisé le député de Blainville appuyant le fonds d'infrastructures sportives, je ne lâcherai pas ma visualisation.

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, il lui reste un dernier deux minutes, M. le ministre. Donc, M. le député de Blainville.

**M. Legendre:** Oui, M. le Président. Je voudrais dire, M. le ministre, que la visualisation, ça ne veut pas dire que de voir des mirages partout, là, ce n'est pas ça, la visualisation, M. le ministre. Et, pour revenir sur la fête nationale rapidement, en 2000, M. Lucien Bouchard était premier ministre, et c'est à ce moment-là qu'on a augmenté substantiellement par 2 millions ou à peu près...

**Une voix:** ...

**M. Legendre:** Bien oui, c'était à l'occasion de la fête justement de l'an 2000 que la fête nationale a été augmentée. Et vous savez c'était pourquoi et qu'est-ce qui a continué depuis ce temps-là? C'était pour qu'il y ait un volet régional aux fêtes nationales. Il y a maintenant une vingtaine d'activités majeures sur le plan régional; non seulement local et national, mais il y a un intermédiaire où plusieurs grandes villes reçoivent des activités spéciales dans le cadre de la fête nationale. Et donc ça a été un ajout important.

Deux questions rapides, M. le Président, compte tenu... d'ailleurs, le ministre y a fait...

**Le Président (M. Ouimet):** Il reste 30 secondes, là.

#### **Difficultés d'application de l'ajout de minutes d'éducation physique dans certaines écoles**

**M. Legendre:** Bien, une question rapide, à ce moment-là, à l'égard justement du 120 minutes d'éducation physique, M. le ministre. Vous savez qu'il y a certains endroits où il y a des problèmes, petits problèmes, comme dans la région de la Capitale-Nationale, la commission des Découvreurs, où il semblerait que justement il y ait une forte proportion d'écoles et de jeunes qui ne pourront pas se prévaloir de ce 120 minutes. Est-ce que vous avez l'intention d'intervenir dans ce dossier?

#### **Financement récurrent pour Secondaire en spectacle**

Et je me permets une toute petite de plus, M. le Président, parce qu'elle est extrêmement importante. Secondaire en spectacle, M. le ministre, Secondaire en spectacle — tout le monde nous en parle, tout le monde nous le demande — est-ce qu'il peut y avoir du financement récurrent prévu, sérieux, qui revient à chaque année et qui ne revient pas à quelques mois de l'événement, là?

**Le Président (M. Ouimet):** Juste avant que le ministre réponde, M. le ministre, M. le ministre, je vais

avoir besoin d'un consentement pour que nous dépassions l'heure pour vous permettre la réponse, sinon je n'aurais pas de temps pour mettre aux voix l'adoption des crédits.

**M. Fournier:** ...il est parti.

**Le Président (M. Ouimet):** Alors, consentement pour, disons, déborder de trois, quatre minutes? Consentement.

● (11 h 30) ●

**M. Fournier:** Ce n'est pas très long, je vais répondre à la question, puis on votera par la suite.

Alors, on va vérifier pour Secondaire en spectacle, je n'ai pas la réponse.

#### Difficultés d'application de l'ajout de minutes d'éducation physique dans certaines écoles (suite)

Pour ce qui est du mirage, ce n'est pas un mirage, M. le député, le fonds, il existe. Ce que j'ai visualisé, c'est simplement que vous m'offriez la réciprocité. Si je suis capable de vous tendre la main et valoriser les valeurs du sport, je m'attends honnêtement que vous soyez un peu l'égal du député de Labelle qui le faisait lui aussi, c'est simplement ça. Je n'aurais pas besoin de le faire aujourd'hui, mais je veux vous laisser avec cette idée-là, vous allez avoir d'autres occasions.

Vous n'êtes pas obligé de toujours faire un aspect politique. Moi, je réussis à vous envoyer des fleurs, c'est bon pour le sport puis, disons, pour le monde à l'extérieur des murs ici, qu'ils puissent se dire: Tu sais, dans le fond, on le connaît — j'allais l'appeler par son prénom — on connaît le député de Blainville, on le sait qu'il aime ça, le sport, on sait qu'il... il ne peut pas être contre ça. C'est juste de pouvoir faire une fois une petite déclaration en disant: Aïe, oui, c'est une bonne idée. Pas plus que ça, parce que dans le fond je ne suis pas capable sinon de démontrer que nous sommes unis derrière cette idée. Vous et moi, on y croit beaucoup. Il faut qu'on amène tout le monde à investir là-dedans pour la qualité de vie de nos concitoyens.

Je le sais, M. le Président, le député en a parlé dans sa campagne à la chefferie, puis je vais vous dire, j'ai trouvé ça bon quand vous êtes sorti dans la campagne à la chefferie, puis vous avez parlé de la prévention puis de la qualité de vie. J'ai dit: Parfait, on est sur la même ligne, c'est ce que dit le bonhomme bleu, on est tous sur la même ligne, c'est formidable. Je me suis demandé si on n'était pas deux pères spirituels du bonhomme bleu.

**Des voix:** ...

**M. Fournier:** On est dans les cours d'éducation physique. Les cours d'éducation physique, le député de Blainville me dit: Il y a trois, quatre écoles, ça a l'air, qui vont avoir de la misère. Aïe, on peut-u regarder tous les autres? Il y a 95 % des cas qui se règlent, il y en a cinq qui ont des petites difficultés, on les suit, on les suit, il y a du temps indicatif. Vous souvenez-vous de la dernière fois que vous avez fait ça? Jamais. Il y a un temps indicatif pour l'éducation physique. Pourquoi? Parce que vous le savez.

Moi, j'ai rencontré dans un sommet d'entraîneurs des professeurs d'éducation physique qui m'ont dit que les jeunes d'aujourd'hui bougeaient moins que nous à

notre époque, certainement moins que vous, je ne peux pas dire que j'étais aussi athlète que vous, loin de là, j'aurais aimé, mais bon, on a les dispositions qu'on a, et aujourd'hui, ils bougent moins. Et ils me disaient: Quand on était jeunes, nous autres, quand l'entraîneur nous rappelait au banc, d'habitude, on était fâchés, on ne voulait pas retourner au banc. Là, il dit: Aujourd'hui, on ne les rappelle pas puis ils reviennent, ils sont fatigués. On a un problème, puis il n'était pas tout seul à me dire ça, ce n'était pas juste un lobby, là, pour vrai, il y a un problème. Alors, il fallait répondre à cette problématique-là.

Dans le dernier budget, il y a un Fonds des générations. On veut prévoir, dans notre héritage aux jeunes, au niveau financier, certaines choses. Aïe, la plus grande chose qu'on va laisser aux jeunes, c'est qu'ils n'aient pas moins le goût de bouger que nous autres, on ne peut pas laisser ça, et c'est ça qu'on est en train de faire.

Alors, plutôt que de me poser la question aujourd'hui sur le cas de trois, quatre écoles qui ont des difficultés, puis qu'on suit, puis qu'on va s'assurer qu'il peut y avoir des bonnes suites, on peut-u regarder la décision qui a été prise cette année, dont on n'a à peu près pas parlé vous et moi, mais qui est au coeur de donner une meilleure qualité de vie et de prévoir un héritage?

Je crois, M. le député de Blainville, que vous auriez aimé être chef de votre parti pour pouvoir le faire. Il y a un malheur, vous n'êtes pas chef de votre parti, mais il y a un bonheur, on l'a fait.

#### Adoption des crédits

**Le Président (M. Ouimet):** Bien. Alors, là-dessus, je vais mettre aux voix, donc, les éléments du programme du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Est-ce que le programme 6, intitulé Développement du loisir et du sport, est adopté?

**M. Legendre:** Sur division.

**Le Président (M. Ouimet):** Adopté sur division.

#### Adoption de l'ensemble des crédits

Est-ce que l'ensemble des crédits budgétaires relevant du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour l'année financière 2006-2007 est adopté?

**M. Legendre:** Sur division.

**Le Président (M. Ouimet):** Adopté sur division.

#### Documents déposés

Avant d'ajourner nos travaux, je dépose les réponses aux demandes des renseignements particuliers des députés concernant les crédits budgétaires qui relèvent du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Ces documents sont donc déposés.

La commission ajourne ses travaux au mercredi 3 mai 2006, à 9 h 30, à la salle Louis-Joseph-Papineau. Merci.

(Fin de la séance à 11 h 33)